

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/10940]

**13 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de distribution de carburants destinées à l'alimentation en carburant alternatif gazeux de réservoir de véhicules à moteur, lorsqu'il s'agit de gaz naturel liquéfié et modifiant divers arrêtés du Gouvernement wallon relatifs au permis d'environnement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'article 3, modifié par les décrets du 3 février 2005 et du 22 novembre 2007, l'article 4, modifié par les décrets du 24 octobre 2013, du 13 mars 2014 et du 20 juillet 2016, l'article 5, l'article 7, modifié par le décret du 22 novembre 2007, l'article 8, modifié par le décret du 24 octobre 2013, l'article 9, l'article 17, modifié par les décrets du 19 septembre 2002 et du 21 juin 2012, l'article 21, modifié par le décret du 3 février 2005, l'article 83, modifié par le décret du 20 septembre 2016 et l'article 87, modifié par les décrets du 3 février 2005 et du 20 juillet 2006 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 2015 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de distribution de carburants destinées à l'alimentation en carburant alternatif gazeux de réservoir de véhicules à moteur, lorsqu'il s'agit de gaz naturel comprimé et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ainsi que l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu le rapport du 19 juin 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis 63.872/4 du Conseil d'État, donné le 24 septembre 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que l'avant-projet d'arrêté a été communiqué à la Commission européenne en date du 10 juillet 2018 conformément à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, de la Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information; que la Commission européenne n'a pas fait d'observation sur le présent arrêté ;

Considérant que le stockage de gaz naturel composé essentiellement de méthane est visé par l'accord de coopération du 16 février 2016 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses ;

Considérant que cet accord de coopération vise les établissements définis à son article 2, 1°, soit l'ensemble du site placé sous le contrôle d'un exploitant où des substances dangereuses sont présentes dans une ou plusieurs installations, y compris les infrastructures ou les activités communes ou connexes ; que les établissements sont soit des établissements seuil bas, soit des établissements seuil haut ;

Considérant notamment que les dépôts de méthane sont considérés en vertu de l'accord de coopération du 16 février 2016 comme un établissement de seuil bas à partir d'un stockage de cinquante tonnes et comme un établissement de seuil haut à partir d'un stockage de deux cents tonnes ;

Considérant que le calcul des seuils de ces établissements doit prendre en compte toutes les substances dangereuses reprises dans l'établissement et pas uniquement la quantité de gaz naturel liquéfié ;

Considérant que dans l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, la classification actuelle s'appliquant au commerce de détail ou distribution de carburant (rubrique générale 50.50.) sépare les carburants liquides, à température et pression ordinaires des carburants alternatifs gazeux à température et pression ordinaires ;

Considérant que les installations qui ravitaillent en gaz naturel liquéfié les bateaux ou qui sont ravitaillées en gaz naturel liquéfié par bateaux sont des installations très spécifiques ; qu'elles peuvent être très différentes d'un cas à l'autre ; que, de plus, leur occurrence sur le territoire de la Région est très faible, il convient que leurs permis soient octroyés sous le couvert des conditions générales et de conditions particulières édictées par l'autorité compétentes et que en conséquence ces installations sortent du champ d'application du présent arrêté ;

Considérant qu'à l'heure actuelle, toutes les installations de distribution de tous les carburants alternatifs gazeux à température et pression ordinaire ravitaillant les véhicules à moteur sont visées par l'unique rubrique 50.50.04. ;

Considérant que les impacts des installations de distribution de carburants alternatifs gazeux à température et pression ordinaires ravitaillant les véhicules à moteur sont susceptibles d'avoir des impacts distincts selon le type de carburant gazeux, tant du point de vue environnementale que du point de vue sécurité ;

Considérant que dans le cadre de la simplification administrative et dans le but de clarifier la compréhension de la rubrique 50.50.04.01, il est proposé d'attribuer une rubrique différente à chaque carburant alternatif gazeux : gaz naturel comprimé, gaz naturel liquéfié, gaz de pétrole liquéfié, hydrogène ;

Considérant que les risques pour l'environnement et pour l'homme sont tels qu'une autorisation est requise pour chaque installation de distribution de carburant alternatif ;

Considérant toutefois qu'une seule condition sectorielle ne peut appréhender tous les risques que comportent toutes les installations de distribution de tous les carburants alternatifs gazeux ;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 2015 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de distribution de carburants destinées à l'alimentation en carburant alternatif gazeux de réservoir de véhicules à moteur, lorsqu'il s'agit de gaz naturel comprimé et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ainsi que l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, ne vise qu'à encadrer les installations de distribution de gaz naturel comprimé ; qu'il est donc nécessaire d'encadrer la distribution du gaz naturel liquéfié par des dispositions spécifiques ;

Considérant que, dans le futur, d'autres carburants alternatifs gazeux pourraient être distribués ; qu'en conséquence, il est proposé d'attribuer un intitulé dans la rubrique générale 50.50.04.01 permettant de viser la distribution d'un carburant alternatif non encore spécifié ou en attente de classement ;

Considérant qu'étant donné que la rubrique 50.50.04.01 avant modification était classée en classe 2 et afin de respecter le principe du « stand still », il est proposé de classer les cinq nouvelles rubriques en classe 2 ;

Considérant qu'une installation de distribution de gaz naturel comprimé, est alimentée soit par le réseau de gaz naturel domestique, soit par un équipement de stockage de gaz naturel liquéfié ; que dans cette dernière hypothèse, il y a lieu de soumettre ce dernier aux dispositions du présent arrêté du Gouvernement ;

Considérant que la Directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs impose aux États membres de promouvoir l'utilisation de carburants alternatifs ;

Considérant que le gaz naturel est considéré par cette même directive comme un de ces carburants alternatifs et qu'en conséquence sa distribution doit être encouragée ;

Considérant, dans cette hypothèse, que son stockage et sa distribution sous forme liquide sont encadrés par les dispositions suivantes ;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement ;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Champ d'application et définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs.

**Art. 2.** Le présent arrêté s'applique aux installations de distribution de carburants destinées à l'alimentation en carburant alternatif gazeux des réservoirs des véhicules à moteur visées par la rubrique 50.50.04.01.02 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, lorsqu'il s'agit de gaz naturel liquéfié.

**Art. 3.** Les installations qui ravitaillent en gaz naturel liquéfié les bateaux ou qui sont ravitaillées en gaz naturel liquéfié par bateaux ne sont pas visées par le présent arrêté.

**Art. 4.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'aire de dépotage : l'endroit où stationne le camion ou la remorque destiné à réapprovisionner le réservoir cryogénique en gaz naturel liquéfié ;

2° l'aire de ravitaillement : l'endroit où stationne le véhicule pendant son ravitaillement ;

3° la colonne de ravitaillement : l'installation comprenant le compteur, la pompe et un ou plusieurs points de distribution ;

4° l'embout de dépotage : le dispositif qui permet une rapide connexion et déconnexion du conduit reliant le camion ou la remorque destiné à réapprovisionner avec le réservoir cryogénique ;

5° l'embout de ravitaillement : le dispositif qui permet une rapide connexion et déconnexion du conduit reliant le réservoir cryogénique avec le réservoir du véhicule ravitaillé ;

6° l'ilot : l'ouvrage permettant de surélever les colonnes de ravitaillement par rapport au niveau de l'aire de ravitaillement des véhicules ;

7° l'installation de ravitaillement : l'installation de distribution de carburants ou la partie de l'installation de distribution de carburants destinée à l'approvisionnement en gaz naturel liquéfié pour véhicule à moteur ;

8° le point de dépotage : l'équipement destiné au ravitaillement du réservoir cryogénique en gaz naturel liquéfié ;

9° le point de distribution : l'équipement destiné au ravitaillement en gaz naturel liquéfié de véhicules à moteur ;

10° le réservoir cryogénique : le réservoir où est stocké le gaz naturel sous forme liquide en attente de distribution, à une température comprise entre moins 153°C et moins 196°C ;

11° le vaporiseur : l'installation où les paramètres de température et de pression de stockage du gaz naturel liquéfié est ajusté ;

12° l'expert compétent : la personne ou le service technique accrédité suivant la norme ISO/CEI 17020 ou expert agréé dans la discipline « installation de stockage » conformément à l'article 681/73 du titre III du Règlement général pour la protection du travail.

CHAPITRE 2. — *Implantation et construction*Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions communes

**Art. 5.** L'installation de distribution est conçue et réalisée conformément à la norme EN ISO 16924 : 2016, relative aux stations de remplissage des véhicules à gaz naturel liquéfié.

Les distances de sécurité entre les différentes parties de l'installation de distribution, entre celles-ci et les installations voisines ne peuvent pas être inférieures aux distances reprises à l'annexe B de la norme EN ISO 16924 : 2016 précitée.

**Art. 6.** Le point de distribution et le point de dépotage se trouvent en plein air et en dehors de tout encuvement.

Lorsque le point de distribution et le point de dépotage sont placés sous une superstructure, la conception de celle-ci évite l'accumulation de gaz naturel.

Dans cette hypothèse, un détecteur explosimètre permettant de détecter une atmosphère explosive éventuelle consécutive à une fuite de gaz naturel est installé.

Les conditions particulières en précisent la localisation, le contrôle et le fonctionnement.

Lorsque la limite inférieure d'explosivité atteint le seuil de dix pour cent, une alarme est activée.

Lorsque la limite inférieure d'explosivité atteint le seuil de vingt pour cent, toute l'installation est mise à l'arrêt par la fermeture automatique de vannes.

Les autres parties de l'installation de ravitaillement en gaz naturel liquéfié sont aménagées dans un espace fermé ou en plein air, en sous-sol ou en surface.

**Art. 7.** L'installation de ravitaillement, le réservoir cryogénique ainsi que tout autre équipement contenant du gaz naturel liquéfié sont implantés à l'extérieur de tout immeuble habité.

**Art. 8.** L'arrêt des véhicules devant les colonnes de ravitaillement ainsi que l'arrêt des véhicules de réapprovisionnement devant le point de dépotage n'empêchent pas la circulation sur la voie publique ou le passage des piétons sur le trottoir.

L'aire de ravitaillement ainsi que l'aire de dépotage sont entièrement dans l'établissement.

**Art. 9.** L'aire de ravitaillement des véhicules, l'aire de stationnement des véhicules en attente de ravitaillement et l'aire de dépotage sont installées de façon telle que les véhicules puissent évacuer les lieux en marche avant.

**Art. 10.** Les équipements contenant du gaz naturel liquéfié, à l'exception des points de distribution et de dépotage, sont protégés contre les intrusions par un grillage de deux mètres de haut minimum ou de tout autre dispositif présentant la même protection.

Ce système de protection est muni d'une ouverture fermant à clef ou de tout autre moyen de contrôle de fermeture présentant le même degré de protection.

Cette zone est interdite au public.

Cette interdiction est rappelée au moyen de panneaux ou affiches rédigés en langue française, néerlandaise, allemande et anglaise apposés à différents endroits visibles et accessibles, situés à proximité de l'ouverture du grillage. Les panneaux ou les affiches reprennent au moins :

- 1° le nom et les coordonnées de l'exploitant ;
- 2° les noms et coordonnées des personnes à contacter en cas d'urgence ;
- 3° les coordonnées des services de la zone de secours du ressort ;
- 4° le signalement de la présence d'une zone dangereuse ;
- 5° le nom du liquide stocké : GNL : Gaz Naturel Liquéfié ;
- 6° le ou les symboles de danger ;
- 7° la contenance du ou des réservoirs ;
- 8° le signalement de la présence de très basse température ;
- 9° le rappel de l'interdiction de fumer ou de faire du feu visé à l'article 37.

Le grillage ne peut être ouvert qu'en présence et sous la responsabilité de l'exploitant ou d'une personne habilitée par celui-ci.

**Art. 11.** L'accès des véhicules du service de la zone de secours vers les installations où se trouve du gaz naturel liquéfié à partir de la voie publique est assuré et est maintenu en toutes circonstances selon les prescriptions du service de la zone de secours.

## Section 2. — Réservoir cryogénique de stockage du gaz naturel liquéfié

**Art. 12.** Le stockage du gaz naturel liquéfié a lieu exclusivement dans un réservoir cryogénique, conforme à la norme NBN EN 13458 « Récipients cryogéniques - Récipients fixes, isolés sous vide », à double enveloppe avec vide d'air entre les parois.

Un matériau isolant est présent entre les deux parois. Ce matériau est classé A1 ou A2 selon les Euroclass de réaction au feu définies dans la NBN EN 13501-1.

**Art. 13.** Le taux d'utilisation maximum du réservoir est de quatre-vingt-cinq pour cent de son volume.

Un dispositif de détection de niveau haut à quatre-vingt-cinq pour cent du volume et un dispositif de détection de niveau bas à cinq pour cent envoie une alarme d'utilisation maximum et minimum.

De même, un dispositif mesure la pression au-dessus du niveau haut maximum admissible du gaz naturel liquéfié et envoie une alarme en cas de dépassement de la pression de vapeur saturante.

Le réservoir est équipé de l'instrumentation nécessaire à la visualisation de l'évolution de la quantité de gaz naturel liquéfié contenu.

Afin de détecter les fuites accidentelles, la température est mesurée dans le point bas de l'encuvement ou à défaut de l'installation.

**Art. 14.** Les gaz éventuellement libérés par les soupapes de sécurité sont amenés à l'atmosphère par des tubes de décharge orientés verticalement, vers le haut.

En dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les conditions particulières peuvent fixer l'angle formé par l'axe du tube de décharge avec la verticale. Dans cette hypothèse, la géométrie du tube de décharge ne peut permettre aucune accumulation de gaz sur toute sa longueur.

Les points de décharge des tubes visés aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 sont situés à au moins un mètre au-dessus du point le plus haut de l'établissement.

Les points de décharge sont équipés d'un dispositif qui empêche l'entrée des précipitations ainsi que de tout autre objet dans les tubes de décharge.

Les tubes de décharge peuvent uniquement servir au rejet de sécurité du gaz naturel.

**Art. 15.** Un système de détection incendie est installé à proximité du réservoir cryogénique.

Les conditions particulières en précisent les modalités d'équipement, de contrôle et de fonctionnement.

**Art. 16.** Un réseau de détecteurs explosimètres est installé à proximité du réservoir cryogénique et des éventuels vaporisateurs.

Les conditions particulières en précisent les modalités d'équipement, de contrôle et de fonctionnement.

Lorsque la limite inférieure d'explosivité atteint le seuil de dix pour cent, une alarme est activée.

Lorsque la limite inférieure d'explosivité atteint le seuil de vingt pour cent, toute l'installation est mise à l'arrêt par la fermeture automatique de vannes.

**Art. 17.** Les conditions particulières fixent le volume maximum du réservoir cryogénique.

#### *Section 3. — Remplissage du réservoir cryogénique et distribution du gaz naturel liquéfié*

**Art. 18.** Sauf lorsqu'ils sont de type suspendu, les points de dépotage et de distribution sont protégés contre les heurts de véhicules par la mise en place d'un ilot d'au moins quinze centimètres de hauteur ou d'une borne ou d'un butoir de roues ou de tout autre système présentant une protection équivalente.

**Art. 19.** Un réseau de détecteurs explosimètres permet de détecter une atmosphère explosive éventuelle consécutive à une fuite de gaz naturel lors du déchargement.

Chaque poste de distribution possède au moins un détecteur explosimètre permettant de détecter une atmosphère explosive éventuelle consécutive à une fuite de méthane lors du ravitaillement.

Les conditions particulières fixent la localisation, le contrôle et le fonctionnement de ces détecteurs explosimètres.

Lorsque la limite inférieure d'explosivité atteint le seuil de dix pour cent, une alarme est activée.

Lorsque la limite inférieure d'explosivité atteint le seuil de vingt pour cent, toute l'installation est mise à l'arrêt par la fermeture automatique de vannes.

**Art. 20.** L'aire de dépotage ainsi que les aires de ravitaillement sont réalisées en matériaux étanches, présentant une résistance mécanique et une inertie chimique suffisante vis-à-vis des fluides techniques utilisés et du gaz naturel liquéfié.

Elles permettent de récolter les éventuelles éclaboussures et au gaz naturel liquéfié de s'évaporer.

Elles ne peuvent pas être en liaison directe avec un égout public ou une eau souterraine.

**Art. 21.** Lorsque la conduite de ravitaillement du réservoir cryogénique et son embout de dépotage ainsi que la conduite de distribution et son embout de ravitaillement sont constitués de partie flexible, ils sont conformes à la norme NBN EN 12434 « Récipients cryogéniques - Tuyaux flexibles cryogéniques ».

**Art. 22.** Le point de dépotage est équipé d'un bouton ou d'une gâchette ou d'un système d'« homme mort » que la personne procédant à l'approvisionnement est tenue de réarmer toutes les soixante secondes au moins sous peine d'arrêt automatique du ravitaillement par l'arrêt de la pompe de ravitaillement et la fermeture des vannes.

Si l'embout de dépotage n'est pas correctement positionné, l'opération de ravitaillement ne peut démarrer.

Le point de ravitaillement est équipé d'un bouton, d'une gâchette ou d'un système d'« homme mort » que la personne procédant au ravitaillement est tenue de réarmer toutes les soixante secondes au moins sous peine d'arrêt automatique du ravitaillement par l'arrêt de la pompe de ravitaillement et la fermeture des vannes.

Si l'embout de ravitaillement n'est pas correctement positionné, l'opération de distribution ne peut pas démarrer.

**Art. 23.** Le point de dépotage est pourvu d'un dispositif automatique d'arrêt par la fermeture de vannes lorsque le volume du gaz naturel liquéfié atteint quatre-vingt-cinq pour cent du volume utile du réservoir cryogénique.

#### *Section 4. — Auxiliaires*

**Art. 24.** Les vaporiseurs sont localisés dans un endroit où l'air peut circuler librement, au besoin cette circulation est forcée.

Lorsque le réservoir cryogénique est placé dans un encuvement, ils peuvent l'accompagner dans celui-ci.

#### *CHAPITRE 3. — Exploitation*

**Art. 25.** Le ravitaillement des réservoirs des véhicules à moteur en gaz naturel liquéfié à partir d'une installation mobile, telle que camion ou remorque ou d'une installation que l'on peut déplacer tel qu'un conteneur, respecte les prescriptions du chapitre 17 de la norme EN ISO 16924:2016 relative aux stations de remplissage des véhicules à gaz naturel liquéfié.

**Art. 26.** § 1<sup>er</sup>. L'exploitant s'assure que le remplissage du réservoir cryogénique est réalisé par du personnel dûment qualifié.

Ce personnel est à même de contrôler le remplissage du réservoir et de manœuvrer le dispositif de remplissage en toute sécurité.

L'exploitant s'assure que le personnel visé à l'alinéa 2 a été formé avant d'entrer en fonction et que ce personnel a suivi une formation continuée au moins une fois tous les deux ans.

§ 2. L'exploitant s'assure que le ravitaillement des véhicules est réalisé par du personnel dûment qualifié.

Ce personnel est à même de contrôler le remplissage du réservoir et de manœuvrer le dispositif de remplissage en toute sécurité.

L'exploitant s'assure que le personnel visé à l'alinéa 2 a été formé avant d'entrer en fonction et que ce personnel a suivi une formation continuée au moins une fois tous les deux ans.

§ 3. L'exploitant ou ses préposés présents en permanence sur le site de l'établissement sont spécialement formés aux :

- 1° procédures de sécurité, y compris en situation d'urgence ;
- 2° travaux de maintenance de routine des installations ;
- 3° opérations en cas de départ de feu.

L'exploitant ou ses préposés visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont formés avant d'entrer en fonction. Ces personnes suivent une formation continuée au moins une fois tous les deux ans.

**Art. 27.** L'exploitant rédige les mesures de sécurité. Celles-ci précisent que préalablement au démarrage des opérations de ravitaillement et pendant celles-ci :

- 1° le moteur du véhicule est à l'arrêt ;
- 2° le véhicule se positionne sur l'aire ou une des aires de ravitaillement ;
- 3° le véhicule est rendu immobile quelles soient les circonstances ;
- 4° le véhicule est mis à la terre via la mise à la terre du point de ravitaillement.

Le procédé de mise à la terre est repris en toute lettre et sous la forme d'un schéma dans les mesures de sécurité.

**Art. 28.** L'exploitant affiche les mesures de sécurité de manière claire, visible et lisible en langue française, néerlandaise, allemande et anglaise, sur la colonne de ravitaillement, à proximité des interrupteurs généraux d'urgence des points de distribution et des points de dépotage.

**Art. 29.** Lors de l'arrêt définitif des installations, celles-ci sont vidées et dégazées.

A l'exception du gaz naturel récupéré, les produits issus de cette opération sont éliminés ou valorisés comme des déchets.

**Art. 30.** Lors de toute mise au froid, l'exploitant ou son préposé verse au journal de bord le procès-verbal de mise au froid.

**Art. 31.** Les pompes cryogéniques centrifuges ayant cavité sont remplacées ou réparées immédiatement.

**Art. 32.** Il est interdit de laisser s'accumuler des déchets ou des matières quelconques combustibles dans l'enceinte de l'établissement, y compris des herbes ou végétaux secs et en particulier dans les encuvements.

**Art. 33.** Les eaux de pluie et les autres liquides pouvant s'accumuler dans les encuvements sont régulièrement enlevés tout en préservant leur étanchéité.

Les eaux et les autres liquides contaminés sont évacués et traités comme des déchets.

#### CHAPITRE 4. — Prévention des accidents et incendies

**Art. 34.** Les mesures visant à prévenir les accidents et incendies sont conformes aux chapitres 15, 16, 18 et 20 de la norme EN ISO 16924 :2016 relative aux stations de remplissage des véhicules à gaz naturel liquéfié.

**Art. 35.** Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant informe, via le bourgmestre du ressort, le service de la zone de secours sur les mesures prises et les équipements mis en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

**Art. 36.** Le matériel de lutte contre l'incendie est protégé contre le gel et aisément accessible dans l'établissement. Ce matériel ne peut pas être installé dans l'encuvement.

**Art. 37.** L'interdiction de fumer ou de faire du feu est rappelée par l'apposition sur ou à proximité des points de distribution et de dépotage des signaux d'interdiction :



L'interdiction d'utiliser des GSM, appareils photo, instruments de mesure et autres appareils qui ne sont pas conformes à la législation européenne en matière d'utilisation dans des zones explosives est apposée sur un panneau de manière visible et lisible sur ou à proximité des points de distribution et de dépotage.

**Art. 38.** Les pompes cryogéniques présentant des fuites aux joints sont remplacées ou réparées immédiatement.

Cette disposition ne s'applique pas aux pompes immergées.

**Art. 39.** Les pompes cryogéniques, les points de dépotage et de distribution sont équipés d'au moins un interrupteur général d'urgence de type coup de poing.

CHAPITRE 5. — *Contrôle et autocontrôle*

**Art. 40.** § 1<sup>er</sup>. L'exploitant fait contrôler ses installations par un expert compétent avant la première mise en service, et ensuite au moins une fois par an.

§ 2. L'exploitant dispose d'un rapport de visite d'un expert compétent dans lequel figurent les indications suivantes :

1° les constatations effectuées concernant notamment le respect des prescriptions légales et réglementaires dont les conditions figurant au présent arrêté ainsi que les conditions particulières complémentaires prévues dans le permis octroyé en vertu du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

2° les conclusions sur les mesures à prendre en vue de garantir la maîtrise des risques notamment si l'installation peut être mise ou laissée en service ou si certaines installations ou parties d'installations doivent être mises hors service.

L'exploitant adapte la périodicité entre deux contrôles en fonction des observations faites par l'expert compétent lors du contrôle.

Lorsque les conclusions du rapport de visite mettent en évidence que les installations ou parties d'installations doivent être mises hors service, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et en informe sans délai le fonctionnaire chargé de la surveillance.

Le résultat des tests sont versés au journal de bord.

**Art. 41.** Pendant toute l'exploitation, l'exploitant s'assure qu'il contrôle en permanence toutes les mesures de température, de pression, de volume de gaz naturel liquéfié dans le ou les réservoirs cryogéniques, toutes les alarmes, y compris l'état des systèmes de détection de gaz et d'incendie ainsi que le positionnement de toutes les vannes de sécurité.

**Art. 42.** Pour toute installation en libre-service, l'exploitant s'assure que :

1° toutes les mesures visées à l'article 40 sont transmises par télémetrie vers une centrale d'alarme ;

2° les données transmises à la centrale d'alarme sont en permanence sous la surveillance d'une personne compétente pour les interpréter ;

3° la centrale d'alarme est opérationnelle dès que la mise au froid de l'installation est réalisée et jusqu'à ce que, lors de la mise à l'arrêt de l'installation, le dégazage complet de celle-ci soit terminé.

CHAPITRE 6. — *Tenue des registres et informations*

**Art. 43.** Chaque réservoir de stockage est identifié par une fiche signalétique apposée à un endroit visible et accessible.

La fiche signalétique reprend au moins :

1° le nom du constructeur, la date de la construction, son numéro de série ;

2° la norme de construction ;

3° le nom du liquide stocké : G.N.L., Gaz Naturel Liquéfié ;

4° le ou les symboles de danger ;

5° la capacité nominale en volume de liquide ;

6° la pression nominale au sommet du réservoir ;

7° la densité maximale admissible du liquide contenu ;

8° le niveau maximum de remplissage ;

9° la température minimale admissible.

**Art. 44.** Chaque pompe cryogénique est identifiée par une fiche signalétique apposée à un endroit visible et accessible.

La fiche signalétique reprend au moins :

1° le nom du constructeur et, le cas échéant, de son représentant légal ;

2° l'année de sa construction ;

3° le type, la série et le numéro de série ;

4° la température et la pression nominale, sa puissance en kW et son voltage de fonctionnement en Volts.

**Art. 45.** Chaque point de dépotage et chaque colonne de distribution sont identifiés par une fiche signalétique apposée à un endroit visible et accessible.

La fiche signalétique reprend au moins :

1° le nom et les coordonnées de l'exploitant ;

2° les noms et coordonnées des personnes à contacter en cas d'urgence ;

3° les coordonnées des services de secours du ressort ;

4° le signalement de la présence d'une zone dangereuse ;

5° le nom du liquide stocké : GNL : Gaz Naturel Liquéfié ;

6° le ou les symboles de danger ;

7° le signalement de la présence de très basse température ;

8° le rappel de l'interdiction de fumer ou de faire du feu visé à l'article 36.

La fiche signalétique est complétée par

- les instructions d'utilisation ;

- les consignes de sécurité.

**Art. 46.** Lorsque l'installation a été mise en sécurité ainsi que pendant les périodes de réparation ou de contrôle, les points de dépôtage et de distribution sont rendus indisponibles par un dispositif qui porte la mention, apposée à un endroit visible et accessible proche des points de raccordement ou des conduites de transfert, rédigée en langue française, néerlandaise, allemande et anglaise et sous forme de schéma ou de logo, interdisant tout branchement et cela jusqu'à la levée complète des causes de la mise en sécurité, y compris les tests et contrôles y afférant.

**Art. 47.** Le ou les manuels d'utilisation de l'installation comprennent au moins les informations suivantes :

- 1° la documentation transmise par le constructeur, l'importateur ou l'installateur ;
- 2° les modes opératoires en vue d'un fonctionnement en toute sécurité ;
- 3° la liste des précautions à prendre en vue de se prémunir des dangers connus, y compris le port de vêtements de sécurité ou l'utilisation de protection personnelle ;
- 4° les utilisations interdites en fonction des risques ;
- 5° les risques résiduels ;
- 6° le guide de mise en service ;
- 7° le guide de mise au froid ;
- 8° le guide de mise à l'arrêt de l'installation ;
- 9° le guide de dépannage ;
- 10° le programme de maintenance et d'inspection et de contrôle ;
- 11° la liste des pièces d'usure à remplacer avec la périodicité du remplacement ;
- 12° les procédures d'arrêt, de mise en sécurité et de redémarrage ;
- 13° la liste des pièces et équipements requis pour la maintenance.

L'exploitant s'assure que les manuels d'utilisation visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont mis à jour au moins à chaque modification des installations.

**Art. 48.** Le journal de bord contient au moins les informations suivantes :

- 1° tous les rapports d'inspection, d'agrément et de contrôle, repris avec leur date d'exécution et accompagnés des résultats ;
- 2° les procès-verbaux de mise en service, de mise au froid, de mise à l'arrêt et de dépannage ;
- 3° un plan représentant l'installation et les zones à risques correspondantes ;
- 4° les documents officiels ou une copie de ceux-ci parmi lesquels :
  - a) les certificats des matériaux, pièces et accessoires utilisés ;
  - b) les certificats de contrôle des installations ;
  - c) les permis et autorisations ;
  - d) les déclarations de conformité ;
- 5° les divergences par rapport à l'exploitation normale telle que définie dans le manuel d'utilisation ;
- 6° les situations dangereuses s'étant présentées.

Ces informations sont consignées au journal de bord, dès leur survenance.

**Art. 49.** L'exploitant ou ses préposés tiennent à la disposition du service de la zone de secours et du fonctionnaire chargé de la surveillance :

- 1° les informations relatives aux signalements effectués en application de l'article 58, § 2, 2°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;
- 2° le ou les manuels d'utilisation, le journal de bord et leurs mises à jour visés aux articles 47 et 48 ;
- 3° les rapports de l'expert compétent.

L'exploitant ou ses préposés tiennent ces documents à disposition sur le site de l'installation au moins.

L'exploitant ou ses préposés tiennent à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance les rapports rédigés par le service de la zone de secours.

**Art. 50.** L'exploitant tient à la disposition de son personnel le manuel d'utilisation et le journal de bord visés aux articles 47 et 48.

#### CHAPITRE 7. — *Dispositions modificatives et finales*

*Section 1<sup>re</sup>.* — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

**Art. 51.** L'article 19 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2016, est complété par ce qui suit :

« - locaux habités : des locaux qui sont utilisés comme lieux de résidence ou tous autres locaux dans lesquels des personnes séjournent habituellement ;

- locaux valablement autorisés à la date du permis ou de la déclaration: les locaux qui, à la date de l'octroi du permis d'environnement ou du permis unique ou à la date de la déclaration, étaient ou sont conformes aux prescriptions applicables en vertu des dispositions relatives à l'aménagement du territoire et à l'urbanisme. ».

**Art. 52.** Dans l'article 21 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2016, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Dans les zones agricoles, forestières, d'espaces verts, naturelles, de parc, de loisirs, de services publics et d'équipement communautaire, les limites sont respectées dans un périmètre de quatre mètres autour des locaux habités, valablement autorisés à la date du permis ou de la déclaration. ».

*Section 2. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement*

**Art. 53.** A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « rubrique 50.50.04.01. » sont remplacés par les mots « rubrique 50.50.04.01.01 » ;

2° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Si la demande de permis d'environnement est relative à une installation de distribution de carburants destinées à l'alimentation en carburants alternatifs gazeux de réservoir de véhicules à moteur visée par la rubrique 50.50.04.01.02 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, elle comprend outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les informations reprises à l'annexe XXXVI. ».

**Art. 54.** A l'article 30 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « rubrique 50.50.04.01. » sont remplacés par les mots « rubrique 50.50.04.01.01 » ;

2° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Si la demande de permis unique est relative à une installation de distribution de carburants destinées à l'alimentation en carburants alternatifs gazeux de réservoir de véhicules à moteur visées par la rubrique 50.50.04.01.02 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, elle comprend outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les informations reprises à l'annexe XXXVI du présent arrêté. ».

**Art. 55.** Dans le même arrêté, l'annexe XXXIV, insérée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 2015, est remplacée par l'annexe 1<sup>re</sup> jointe au présent arrêté.

**Art. 56.** Dans le même arrêté, il est inséré une annexe XXXVI qui est jointe en annexe 2 au présent arrêté.

*Section 3. — Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et des installations et activités classées*

**Art. 57.** Dans l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, modifiée en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2016, la rubrique 50.50.04.01 est remplacée par ce qui suit :

«

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Risque Sol	Organismes à consulter	Facteurs de division		
					ZH	ZHR	ZI
50.50.04.01 Installation de distribution destinée à l'alimentation en carburants alternatifs gazeux des réservoirs de véhicules à moteur, à l'exception des unités de ravitaillement visées par la rubrique 50.50.04.02. L'on entend par : un carburant alternatif gazeux : un carburant qui se substitue aux carburants liquides à température et pression normales (0 °C et 1 atmosphère) en tant que source d'énergie pour les transports. Notamment: l'hydrogène; le gaz naturel, y compris le biométhane, sous forme gazeuse comprimée, appelé habituellement gaz naturel comprimé, en abrégé GNC; le gaz naturel, y compris le biométhane, sous forme liquéfiée, appelé habituellement gaz naturel liquéfié, en abrégé GNL; le gaz de pétrole liquéfié, en abrégé GPL; 2° le biométhane : le biogaz épuré en vue de son utilisation dans un moteur thermique; 3° le biogaz : le gaz issu du processus de décomposition biologique de biomatières en l'absence d'oxygène dans une installation de biométhanisation.							
50.50.04.01.01.: lorsqu'il s'agit de gaz naturel comprimé	2			DRIGM			
50.50.04.01.02.: lorsqu'il s'agit de gaz naturel liquéfié	2			DRIGM			
50.50.04.01.03 : lorsqu'il s'agit de gaz de pétrole liquéfié	2			DRIGM			
50.50.04.01.04 : lorsqu'il s'agit de l'hydrogène	2			DRIGM			
50.50.04.01.09 : lorsqu'il s'agit d'un carburant alternatif gazeux non visé par les rubriques 50.50.04.01.01, 50.50.04.01.02, 50.50.04.01.03 et 50.50.04.01.04	2			DRIGM			

»



*Section 4.* — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 2015 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de distribution de carburants destinées à l'alimentation en carburant alternatif gazeux de réservoir de véhicules à moteur, lorsqu'il s'agit de gaz naturel comprimé et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ainsi que l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

**Art. 58.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 2015 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de distribution de carburants destinées à l'alimentation en carburant alternatif gazeux de réservoir de véhicules à moteur, lorsqu'il s'agit de gaz naturel comprimé et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ainsi que l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les mots « rubrique 50.50.04.01. » sont remplacés par les mots « rubrique 50.50.04.01.01 ».

**Art. 59.** Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre V/1, comportant l'article 18/1, rédigé comme suit :

« Chapitre V/1. Disposition relative à l'alimentation des installations de distribution de gaz naturel comprimé par du gaz naturel liquéfié

Art. 18/1. § 1<sup>er</sup>. Les équipements de remplissage du réservoir cryogénique, le réservoir cryogénique et ses éventuels auxiliaires sont implantés, exploités et contrôlés conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de distribution de carburants destinées à l'alimentation en carburant alternatif gazeux de réservoir de véhicules à moteur, lorsqu'il s'agit de gaz naturel liquéfié et modifiant divers arrêtés du Gouvernement wallon relatif au permis d'environnement.

§ 2. Les équipements de réchauffage et de compression du gaz naturel liquéfié en gaz naturel comprimé sont conçus, réalisés et exploités conformément au chapitre 11 de la norme EN ISO 16924 :2016 relative aux stations de remplissage des véhicules à gaz naturel liquéfié, GNL.

§ 3. Le gaz naturel ainsi comprimé est odorisé avant toute distribution.

Les équipements d'odorisation du gaz naturel sont conçus, réalisés et exploités conformément au chapitre 12 de la norme EN ISO 16924 :2016 relative aux stations de remplissage des véhicules à gaz naturel liquéfié, GNL. ».

*Section 5.* — Dispositions transitoire et finale

**Art. 60.** Les modifications visées aux articles 53 à 58 s'appliquent aux demandes de permis introduites à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Pour les demandes de permis introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que pour les recours administratifs y relatifs, les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande continuent à s'appliquer.

**Art. 61.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 décembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-Etre animal et des Zonings,  
C. DI ANTONIO

**Annexe 1**

**Annexe XXXIV à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement**

Informations relatives aux installations de distribution de carburants destinées à l'alimentation en carburant alternatif gazeux de réservoir de véhicules à moteur visées par la rubrique 50.50.04.01.01 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

1° Lorsque l'installation de distribution de gaz naturel comprimé est alimentée par du gaz naturel liquéfié, veuillez vous conformer uniquement à la « Partie A » du formulaire ;

2° Lorsque l'installation de distribution de gaz naturel comprimé n'est pas alimentée par du gaz naturel liquéfié, veuillez vous conformer uniquement à la « Partie B » du formulaire.

Partie A

Lorsque la capacité de stockage de gaz naturel liquéfié dans le ou les réservoirs tampons, exprimée en m<sup>3</sup> d'eau, est supérieure à 5 m<sup>3</sup>, l'exploitant joint à sa demande de permis une analyse de risques, comprenant au minimum les éléments suivants :

1° une identification et une caractérisation des potentiels de dangers, à savoir :

- a) la présence de matières susceptibles d'être à l'origine d'une explosion ;
- b) le fonctionnement des installations potentiellement dangereuses ;
- c) l'identification de risques naturels ou électriques ;

2° une étude détaillée des risques en présentant, pour chaque phénomène, les informations relatives à la probabilité d'occurrence, la gravité, la cinétique ainsi que les distances d'effets associés (surpression et radiation thermique) ;

3° une cartographie des zones d'effets ;

4° une description des mesures de prévention et de protection des risques.

## Partie B

Lorsque la capacité de stockage de gaz naturel comprimé dans le ou les réservoirs tampons, exprimée en m<sup>3</sup> d'eau, est supérieure à dix m<sup>3</sup>, l'exploitant joint à sa demande de permis une analyse de risques, comprenant au minimum les éléments suivants :

1° une identification et une caractérisation des potentiels de dangers, à savoir :

- a) la présence de matières susceptibles d'être à l'origine d'une explosion ;
- b) le fonctionnement des installations potentiellement dangereuses ;
- c) l'identification de risques naturels ou électriques ;

2° une étude détaillée des risques en présentant, pour chaque phénomène, les informations relatives à la probabilité d'occurrence, la gravité, la cinétique ainsi que les distances d'effets associés (surpression et radiation thermique) ;

3° une cartographie des zones d'effets ;

4° une description des mesures de prévention et de protection des risques.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de distribution de carburants destinées à l'alimentation en carburant alternatif gazeux de réservoir de véhicules à moteur, lorsqu'il s'agit de gaz naturel liquéfié et modifiant divers arrêtés du Gouvernement wallon relatifs au permis d'environnement.

Namur, le 13 décembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-Etre animal et des Zonings,  
C. DI ANTONIO

## Annexe 2

**Annexe XXXVI à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure  
et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement**

Informations relatives aux installations de distribution de carburants destinées à l'alimentation en carburant alternatif gazeux de réservoir de véhicules à moteur visées par la rubrique 50.50.04.01.02 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Lorsque la capacité de stockage de gaz naturel liquéfié dans le ou les réservoirs tampons, exprimée en m<sup>3</sup> d'eau, est supérieure à cinq m<sup>3</sup>, l'exploitant joint à sa demande de permis une analyse de risques, comprenant au minimum les éléments suivants :

1° une identification et une caractérisation des potentiels de dangers, à savoir :

- a) la présence de matières susceptibles d'être à l'origine d'une explosion ;
- b) le fonctionnement des installations potentiellement dangereuses ;
- c) l'identification de risques naturels ou électriques ;

2° une étude détaillée des risques en présentant, pour chaque phénomène, les informations relatives à la probabilité d'occurrence, la gravité, la cinétique ainsi que les distances d'effets associés (surpression et radiation thermique) ;

3° une cartographie des zones d'effets ;

4° une description des mesures de prévention et de protection des risques.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de distribution de carburants destinées à l'alimentation en carburant alternatif gazeux de réservoir de véhicules à moteur, lorsqu'il s'agit de gaz naturel liquéfié et modifiant divers arrêtés du Gouvernement wallon relatifs au permis d'environnement.

Namur, le 13 décembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-Etre animal et des Zonings,  
C. DI ANTONIO

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2019/10940]

**13. DEZEMBER 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Tankanlagen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit gasförmigem Alternativtreibstoff, wenn es sich um Flüssigerdgas handelt, und zur Abänderung von verschiedenen Erlassen der Wallonischen Regierung über die Umweltgenehmigung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 3, abgeändert durch das Dekret vom 3. Februar 2005 und vom 22. November 2007, Artikel 4, abgeändert durch die Dekrete vom 24. Oktober 2013, vom 13. März 2014 und vom 20. Juli 2016, Artikel 5, Artikel 7, abgeändert durch das Dekret vom 22. November 2007, Artikel 8, abgeändert durch das Dekret vom 24. Oktober 2013, Artikel 9, Artikel 17, abgeändert durch die Dekrete vom 19. September 2002 und vom 21. Juni 2012, Artikel 21, abgeändert durch das Dekret vom 3. Februar 2005, Artikel 83, abgeändert durch das Dekret vom 20. September 2016 und Artikel 87, abgeändert durch die Dekrete vom 3. Februar 2005 und vom 20. Juli 2006;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Dezember 2015 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Tankanlagen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit gasförmigem Alternativtreibstoff, wenn es sich um komprimiertes Erdgas handelt, und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten sowie des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Berichts vom 19. Juni 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 24. September 2018, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 63.872/4 des Staatsrats;

Aufgrund der Tatsache, dass der Vorentwurf zum Erlass gemäß Artikel 6 § 1 der Richtlinie (EU) 2015/1535 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 9. September 2015 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft am 10. Juli 2018 der Kommission übermittelt worden ist; dass die Europäische Kommission keine Bemerkung über den vorliegenden Erlass geäußert hat;

In der Erwägung, dass die Speicherung von Erdgas, das hauptsächlich aus Methan zusammengesetzt ist, durch das Zusammenarbeitsabkommen vom 16. Februar 2016 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt betreffend die zur Beherrschung der Gefahren schwerer Unfälle mit gefährlichen Stoffen betroffen wird;

In der Erwägung, dass dieses Zusammenarbeitsabkommen die in seinem Artikel 2, Ziffer 1<sup>o</sup> bestimmten Betriebe betrifft, nämlich den gesamten, unter der Aufsicht eines Betreibers stehenden Bereich, in dem gefährliche Stoffe in einer oder in mehreren Anlagen, einschließlich gemeinsamer oder zusammenhängender Infrastrukturen oder Tätigkeiten, vorhanden sind, dass die Betriebe entweder Betriebe mit niedrigen Schwellenwerten oder Betriebe mit hohen Schwellenwerten sind;

In der Erwägung insbesondere, dass die Speicherungen von Methan aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 16. Februar 2016 als ein Betrieb mit niedrigen Schwellenwerten ab einer Speicherung von fünfzig Tonnen und als ein Betrieb mit hohen Schwellenwerten ab einer Speicherung von zweihundert Tonnen betrachtet werden;

In der Erwägung, dass bei der Berechnung dieser Schwellenwerte nicht nur die Menge von Flüssigerdgas sondern alle im Betrieb vorhandenen gefährlichen Stoffen zu berücksichtigen sind;

In der Erwägung, dass die derzeitige Einstufung zur Anwendung auf den Einzelhandel oder Vertrieb von Treibstoffen (Hauptrubrik 50.50.) in Anhang I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten die flüssigen Treibstoffe mit Standardtemperatur und -druck von den gasförmigen Alternativtreibstoffen mit Standardtemperatur und -druck unterscheidet;

In der Erwägung, dass die Anlagen, die die Schiffe mit Flüssigerdgas versorgen oder durch Schiffe mit Flüssigerdgas versorgt werden, sehr spezifische Anlagen sind; dass sie je nach Fall sehr verschieden sein können; dass ihre Häufigkeit auf dem Gebiet der Region außerdem sehr gering ist, dass ihre Genehmigungen im Rahmen der von der zuständigen Behörde festgelegten Allgemein- und Sonderbedingungen zu erteilen sind, und dass sie dann nicht in den Anwendungsbereich des vorliegenden Erlasses fallen;

In der Erwägung, dass alle Tankanlagen aller gasförmigen Alternativtreibstoffe mit Standardtemperatur und -druck zur Betankung von Kraftfahrzeugen heute nur in der Rubrik 50.50.04. aufgenommen werden; ;

In der Erwägung, dass die Tankanlagen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit gasförmigen Alternativtreibstoffen mit Standardtemperatur und -druck je nach dem Typ des gasförmigen Treibstoffs verschiedene Auswirkungen auf die Umwelt haben können, sowohl was die Umwelt als auch was die Sicherheit betrifft;

In der Erwägung, dass im Rahmen der administrativen Vereinfachung und zwecks einer besseren Verständlichkeit der Rubrik 50.50.04.01 vorgeschlagen wird, jedem gasförmigen Alternativtreibstoff eine verschiedene Rubrik zuzuteilen: komprimiertes Erdgas, Flüssigerdgas, Flüssiggas, Wasserstoff;

In der Erwägung, dass die Risiken für die Umwelt und den Menschen so bedeutend sind, dass eine Genehmigung für jede Tankanlage von alternativem Treibstoff erforderlich ist;

In der Erwägung jedoch, dass nicht alle Risiken, die alle Tankanlage aller gasförmigen Alternativtreibstoffe aufweisen, von einer einzigen Sektorenbedingung behandelt werden können;

In der Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Dezember 2015 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Tankanlagen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit gasförmigem Alternativtreibstoff, wenn es sich um komprimiertes Erdgas handelt, und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten sowie des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung nur den Tankanlagen von komprimiertem Erdgas einen Rahmen gibt; dass es also Anlass gibt, die Betankung mit Flüssigerdgas mit spezifischen Bestimmungen einen Rahmen zu geben;

In der Erwägung, dass in Zukunft andere gasförmige Alternativtreibstoffe verteilt werden könnten; dass es daher vorgeschlagen wird, in der allgemeinen Rubrik 50.50.04.01 eine Betitelung einzuführen, die die Verteilung eines noch nicht spezifischen oder noch nicht klassifizierten Treibstoffs aufzunehmen ermöglichen würde;

In der Erwägung, dass da vor der Abänderung die Rubrik 50.50.04.01 in Klasse 2 eingestuft war, und dass es zur Einhaltung des Grundsatzes des "stand still" vorgeschlagen wird, die neuen fünf Rubriken in Klasse 2 einzustufen;

In der Erwägung, dass eine Tankanlage von komprimiertem Erdgas entweder durch das häusliche Erdgasnetz oder durch eine Speicherungsanlage von Flüssigerdgas gespeist wird; dass in letztem Fall es Anlass gibt, diese Anlage den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses zu unterwerfen;

In der Erwägung, dass die Richtlinie 2014/94/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Oktober 2014 über den Aufbau der Infrastruktur für alternative Kraftstoffe den Mitgliedstaaten auferlegt, die Benutzung von alternativen Treibstoffen zu fördern;

In der Erwägung, dass das Erdgas in dieser Richtlinie als einer dieser alternativen Kraftstoffen betrachtet wird, und dass seine Verteilung also zu unterstützen ist;

In der Erwägung in dieser Hypothese, dass seine Speicherung und seine Verteilung in flüssiger Form durch die folgenden Bestimmungen einen Rahmen erhalten;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL 1 — Anwendungsbereich und Begriffsbestimmungen

**Artikel 1** - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2014/94/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Oktober 2014 über den Aufbau der Infrastruktur für alternative Kraftstoffe teilweise umgesetzt.

**Art. 2** - Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf die Tankanlagen für die Betankung von Kraftfahrzeugen mit gasförmigem Alternativtreibstoff im Sinne der Rubrik 50.50.04.01.02 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Tankanlagen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit gasförmigem Alternativtreibstoff, wenn es sich um Flüssigerdgas handelt.

**Art. 3** - Die Anlagen zur Betankung der Schiffe mit Flüssigerdgas versorgen oder die durch Schiffe mit Flüssigerdgas versorgt werden, fallen nicht in den Anwendungsbereich des vorliegenden Erlasses.

**Art. 4** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Abfüllfläche: die Stelle, wo der Lastwagen oder der Anhänger zur Betankung des Kryogenbehälters mit Flüssigerdgas abgestellt wird;

2° die Tankfläche: Stelle, wo das Fahrzeug beim Tanken steht;

3° die Tanksäule: Anlage mit Zähler, Pumpe und einer oder mehreren Abgabeeinheiten;

4° der Abfüllanschluss: die Vorrichtung, die ein schnelles Anschließen bzw. Lösen der den Tank-Lkw oder -Anhänger mit dem Kryogenbehälter verbindenden Rohrleitung ermöglicht;

5° der Tankanschluss: die Vorrichtung, die ein schnelles Anschließen bzw. Lösen der Rohrleitung, der den Kryogenbehälter mit dem Behälter des betankten Fahrzeugs verbindet, ermöglicht;

6° die Insel: Bauwerk zur Erhöhung der Tanksäulen im Verhältnis zur Höhe der Tankfläche für die Fahrzeuge;

7° die Betankungsanlage: Tankanlage bzw. Teil einer Tankanlage, die/der zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit Flüssigerdgas bestimmt ist;

8° die Abfülleinheit: die zur Betankung des Kryogenbehälters mit Flüssigerdgas bestimmte Ausrüstung;

9° die Abgabeeinheit: Ausrüstung zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit Flüssigerdgas;

10° Kryogenbehälter: der Behälter, in dem das Erdgas in flüssiger Form in Erwartung der Abgabe, bei einer Temperatur zwischen minus 153°C und minus 196°C gespeichert wird;

11° der Verdampfer: die Anlage, in der die Temperatur- und Drucktemperaturen der Flüssigerdgasspeicherung angepasst wird;

12° fachkundiger Sachverständiger: die gemäß der Norm ISO/CEI 17020 akkreditierte Person oder technische Dienststelle oder der im Sachbereich « Lagereinrichtungen » gemäß Artikel 681/73 des Titels III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung zugelassene Sachverständige.

## KAPITEL II — Standort und Bau

## Abschnitt 1 — Gemeinsame Bestimmungen

**Art. 5** - Die Tankanlage wird geplant und gebaut in Übereinstimmung mit der Norm EN ISO 16924 : 2016 betreffend die Anlagen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit Flüssigerdgas.

Die Sicherheitsabstände zwischen den verschiedenen Teilen der Tankanlage, zwischen diesen und den benachbarten Anlagen dürfen nicht niedriger als die in Anhang B der vorgenannten Norm EN ISO 16924 : 2016 sein.

**Art. 6** - Die Abgabereinheit und die Abfülleinheit befinden sich im Freien und außerhalb jedes Schutzgehäuses.

Wenn die Abgabereinheit und die Abfülleinheit unter einer Hochbau-Ausrüstung stehen, wird diese so entworfen, dass sie die Anhäufung von Erdgas vermeidet.

In diesem Fall wird ein Explosimeter angelegt, der eine eventuelle explosionsfähige Atmosphäre infolge eines Erdgaslecks zu detektieren erlaubt.

In den Sonderbedingungen werden sein Standort, seine Kontrolle und sein Betrieb angegeben.

Wenn die untere Explosionsgrenze eine Schwelle von 10 % erreicht, wird ein Alarm ausgelöst.

Wenn die untere Explosionsgrenze eine Schwelle von 20 % erreicht, findet die automatische Ausschaltung der ganzen Anlage durch eine automatische Schließung der Ventile statt.

Die anderen Teile der Betankungsanlage für Flüssigerdgas werden entweder in einem geschlossenen Raum oder im Freien, unterflur oder überflur eingerichtet.

**Art. 7** - Die Betankungsanlage, der Kryogenbehälter sowie jede andere Ausrüstung, die Flüssigerdgas enthält, werden außerhalb jegliches bewohnten Gebäudes angelegt.

**Art. 8** - Das Halten der Fahrzeuge vor den Tanksäulen sowie das Halten der Tankfahrzeuge vor der Abfülleinheit verhindern nicht den Verkehr auf der öffentlichen Straße oder den Durchgang der Fußgänger auf dem Bürgersteig.

Die Gesamtheit der Tankfläche und der Abfüllfläche befindet sich in dem Betrieb.

**Art. 9** - Die Tankfläche der Fahrzeuge, der Aufstellungsort der Fahrzeuge in Erwartung der Betankung und die Abfüllfläche werden so angelegt, dass die Fahrzeuge den Ort in Vorwärtsrichtung verlassen können.

**Art. 10** - Die Ausrüstungen, die Flüssigerdgas enthalten, mit Ausnahme der Abgabe- und Abfülleinheiten, werden durch ein mindestens zwei Meter hohes Gitter oder durch jegliche andere Vorrichtung, die den gleichen Schutz bietet, gegen Eindringen geschützt.

Dieses Schutzsystem ist mit einer abschließbaren Öffnung oder mit jeglichem sonstigen Kontrollmittel der Schließung, die den gleichen Schutzgrad bietet, ausgestattet.

Dieser Bereich ist der Öffentlichkeit unzugänglich.

Dieses Verbot wird anhand von Schildern oder Plakaten in französischer, niederländischer, deutscher und englischer Sprache erinnert, die an sichtbaren und zugänglichen Stellen in der Nähe der Öffnung des Gitters angelegt sind. Die Schilder oder Plakate enthalten mindestens die folgenden Angaben:

- 1° Name und Personalien des Betreibers;
- 2° Name und Personalien der Kontaktpersonen für Notfälle;
- 3° die Personalien der zuständigen Dienststellen der Hilfeleistungszone;
- 4° Hinweis auf das Vorhandensein einer gefährlichen Zone;
- 5° Name der gespeicherten Flüssigkeit: LNG: Flüssigerdgas;
- 6° Gefahrensymbol(e);
- 7° Tankkapazität;
- 8° Hinweis auf das Vorhandensein von sehr niedrigen Temperaturen;
- 9° Erinnerung auf das Rauchverbot oder das Verbot, Feuer zu machen gemäß Artikel 37.

Das Gitter darf nur im Beisein und unter der Verantwortung des Betreibers oder einer von ihm befugten Person geöffnet werden.

**Art. 11** - Der Zugang der Fahrzeuge des Dienstes der Hilfeleistungszone ab der öffentlichen Straße zu den Anlagen, wo sich das Flüssigerdgas befindet, wird unter allen Umständen nach den Vorschriften des Dienstes der Hilfeleistungszone gesichert und frei gehalten.

## Abschnitt 2 — Kryogenbehälter zur Speicherung des Flüssigerdgases

**Art. 12** - Die Speicherung von Flüssigerdgas erfolgt ausschließlich in einem doppelwandigen Kryogenbehälter mit Luftvakuum zwischen den Wandungen, der der Norm NBN EN 13458 "Kryogenbehälter- feste, isolierte Vakuumbehälter" entspricht.

Es befindet sich ein Isoliermaterial zwischen den beiden Wandungen. Dieses Material ist nach den in der NBN EN 13501-1 bestimmten Euroclass Brandverhalten als A1 oder A2 eingestuft.

**Art. 13** - Der höchste Benutzungssatz des Behälters beträgt fünfundachtzig Prozent seines Volumens.

Eine Vorrichtung zur Erfassung des hohen Pegels zu fünfundachtzig des Volumens und eine Vorrichtung zur Erfassung des niedrigen Pegels zu fünf Prozent sendet einen Alarm der höchsten und niedrigsten Benutzung.

Eine Vorrichtung misst ebenfalls den Druck über den höchstzulässigen Pegel des Flüssigerdgases und sendet einen Alarm im Falle der Überschreitung des Sättigungsdampfdrucks.

Der Behälter ist mit den erforderlichen Instrumenten ausgestattet, um die Entwicklung der Menge des enthaltenen Flüssigerdgases zu visualisieren.

Zum Detektieren der unfallbedingten Lecks wird die Temperatur in dem niedrigen Punkt des Schutzgehäuses oder in Ermangelung davon der Anlage gemessen.

**Art. 14** - Die ggf. aus den Sicherheitsventilen austretenden Gase werden in die Atmosphäre durch senkrecht nach oben gerichtete Entladungsrohre gebracht.

In Abweichung von Absatz 1 kann der durch die Achse des Entladungsrohrs mit der Vertikale gebildete Winkel in den Sonderbedingungen festgelegt werden. In diesem Fall ist wegen der Geometrie des Entladungsrohrs keine Gasanhäufung über seine ganze Länge möglich.

Die Auslassstellen der in Absatz 1 und 2 genannten Rohre befinden sich mindestens ein Meter über der höchsten Stelle des Betriebs.

Die Auslassstellen werden mit einer Vorrichtung ausgestattet, die das Eindringen der Niederschläge sowie jeglichen sonstigen Gegenstands in die Entladungsrohre verhindert.

Die Entladungsrohre dürfen lediglich zum Sicherheitsauslass von Erdgas dienen.

**Art. 15** - Eine Brandmeldeanlage wird in der Nähe des Kryogenbehälters installiert.

Die Sonderbedingungen erklären die Modalitäten für deren Ausstattung, Kontrolle und Betrieb.

**Art. 16** - Es wird ein Netz von Explosimetern in der Nähe des Kryogenbehälters und der eventuellen Verdampfer angelegt.

Die Sonderbedingungen erklären die Modalitäten für deren Ausstattung, Kontrolle und Betrieb.

Wenn die untere Explosionsgrenze eine Schwelle von 10 % erreicht, wird ein Alarm ausgelöst.

Wenn die untere Explosionsgrenze eine Schwelle von 20 % erreicht, findet die automatische Ausschaltung der ganzen Anlage durch eine automatische Schließung der Ventile statt.

**Art. 17** - Die Sonderbedingungen legen das Höchstvolumen des Kryogenbehälters fest.

#### *Abschnitt 3 — Füllen des Kryogenbehälters und Abgabe des Flüssigerdgases*

**Art. 18** - Außer wenn es sich um einen aufgehängten Vorrichtungstyp handelt, werden die Abfüll- und die Abgabeeinheit vor Fahrzeugstößen geschützt durch die Einrichtung einer 15cm hohen Insel oder eines Pollers, eines Radstoppers oder jeglicher anderen Vorrichtung, die einen ähnlichen Schutz bietet.

**Art. 19** - Ein Netz von Explosimetern erlaubt, eine eventuelle explosionsfähige Atmosphäre infolge eines Erdgasaustritts bei der Entladung zu entdecken.

Jede Abgabestelle hat mindestens einen Explosimeter, der eine eventuelle explosionsfähige Atmosphäre infolge eines Methanaustritts bei der Entladung zu entdecken erlaubt.

In den Sonderbedingungen werden Standort, Kontrolle und Betrieb dieser Explosimeter angegeben.

Wenn die untere Explosionsgrenze eine Schwelle von 10 % erreicht, wird ein Alarm ausgelöst.

Wenn die untere Explosionsgrenze eine Schwelle von 20 % erreicht, findet die automatische Ausschaltung der ganzen Anlage durch eine automatische Schließung der Ventile statt.

**Art. 20** - Die Abfüllfläche sowie die Tankflächen bestehen aus dichten Stoffen mit ausreichender mechanischer Festigkeit und chemischer Trägheit den benutzten technischen Flüssigkeiten und dem Flüssigerdgas gegenüber.

Sie erlauben, dass die eventuellen Spritzer gesammelt werden und dass das Flüssigerdgas verdampft.

Sie dürfen an eine öffentliche Kanalisation oder an das Untergrundwasser nicht direkt angeschlossen sein.

**Art. 21** - Wenn die Betankungsrohrleitung des Kryogenbehälters und sein Abfüllanschluss sowie die Abgabrohrleitung und sein Tankanschluss aus flexiblen Teilen zusammengesetzt sind, entsprechen sie der Norm NBN EN 12434 "Kryogenbehälter- kryogenische Schlauchleitungen"

**Art. 22** - Die Abfülleinheit ist mit einem Knopf, einem Zapfventil oder einem Totmannschalter ausgestattet, den die Person, die die Betankung vornimmt, mindestens alle drei Minuten neu spannen muss, ansonsten stoppt die Betankung durch Abschalten der Tankpumpe und Schließen der Ventile automatisch.

Wenn der Abfüllanschluss nicht korrekt positioniert wird, kann die Betankung nicht beginnen.

Die Abgabeeinheit ist mit einem Knopf, einem Zapfventil oder einem Totmannschalter ausgestattet, den die Person, die die Betankung vornimmt, mindestens alle sechzig Sekunden neu spannen muss, ansonsten stoppt die Betankung durch Abschalten der Tankpumpe und Schließen der Ventile automatisch.

Wenn der Tankanschluss nicht korrekt positioniert wird, kann die Betankung nicht beginnen.

**Art. 23** - Die Abfülleinheit ist mit einer automatischen Abschaltvorrichtung durch das Schließen der Ventile ausgestattet, wenn das Volumen des Flüssigerdgases fünfundachtzig Prozent des Nutzvolumens des Kryogenbehälters erreicht.

#### *Abschnitt 4 — Nebenanlagen*

**Art. 24** - Die Verdampfer befinden sich in einem Ort, wo die Luft frei zirkulieren kann. Wenn nötig wird diese Zirkulation gezwungen.

Wenn der Kryogenbehälter in einem Schutzgehäuse aufgestellt ist, können sie in diesem Gehäuse ebenfalls angelegt werden.

#### *KAPITEL 3 — Betrieb*

**Art. 25** - Bei der Betankung der Kraftfahrzeuge mit Flüssigerdgas ab einer beweglichen Vorrichtung wie einem LKW oder Anhänger oder einer Anlage, die bewegt werden kann, wie einem Container, sind die Vorschriften des Kapitels 17 der Norm EN ISO 16924:2016 über die Tankstellen für mit Flüssigerdgas angetriebene Fahrzeuge zu beachten.

**Art. 26** - § 1. Der Betreiber vergewissert sich, dass das Füllen des Kryogenbehälters durch ordnungsgemäß befugte Personalmitglieder vorgenommen wird.

Diese Personalmitglieder sind fähig, das Füllen des Behälters zu kontrollieren und die Füllvorrichtung sicher zu bedienen.

Der Betreiber vergewissert sich, dass die in Absatz 2 erwähnten Personalmitglieder ausgebildet wurden, bevor sie ihr Amt antreten, und dass diese Personalmitglieder mindestens einmal alle zwei Jahre eine Fortbildung abgeschlossen haben.

§ 2. Der Betreiber vergewissert sich, dass die Betankung der Fahrzeuge durch ordnungsgemäß qualifiziertes Personal vorgenommen wird.

Diese Personalmitglieder sind fähig, das Füllen des Behälters zu kontrollieren und die Füllvorrichtung sicher zu bedienen.

Der Betreiber vergewissert sich, dass die in Absatz 2 erwähnten Personalmitglieder ausgebildet wurden, bevor sie ihr Amt antreten, und dass diese Personalmitglieder mindestens einmal alle zwei Jahre eine Fortbildung abgeschlossen haben.

§ 3. Der ständig am Betriebsort anwesende Betreiber oder seine Bedienstete sind besonders in folgenden Bereichen ausgebildet:

- 1° Sicherheitsverfahren, einschließlich der Notlagen;
- 2° routinemäßige Wartungsarbeiten der Anlagen;
- 3° Maßnahmen im Falle eines Brandausbruchs.

Der Betreiber und seine Bedienstete im Sinne von Absatz 1 werden ausgebildet, bevor sie in Amt treten. Diese Personen besuchen eine Fortbildung mindestens einmal alle zwei Jahre.

**Art. 27** - Der Betreiber verfasst die Sicherheitsmaßnahmen. Laut dieser gelten die folgenden Bedingungen vor dem Anfang und während der Betankung :

- 1° der Motor des Kraftfahrzeuges ist abgestellt;
- 2° das Fahrzeug stellt sich auf der bzw. einer der Tankflächen ab;
- 3° das Fahrzeug ist immobilisiert, was auch die Umstände sein mögen;
- 4° das Fahrzeug wird über die Erdung der Tankeinheit geerdet.

Das Erdungsverfahren wird in den Sicherheitsmaßnahmen in Buchstaben und durch eine Abbildung erklärt.

**Art. 28** - Der Betreiber schlägt die Sicherheitsmaßnahmen auf klare, gut sichtbare und lesbare Weise in französischer, niederländischer, deutscher und englischer Sprache auf der Tanksäule und in der Nähe der allgemeinen Nothauptschalter der Abgabeeinheiten und der Abfülleinheiten an.

**Art. 29** - Bei der endgültigen Stilllegung der Anlagen werden diese entleert und entgast.

Mit Ausnahme des zurückgewonnenen Erdgases werden die sich von diesem Vorgang ergebenden Erzeugnisse beseitigt oder wie Abfälle verwertet.

**Art. 30** - Bei jeder Abkühlung nimmt der Betreiber oder sein Bediensteter in dem Logbuch die Abkühlung zu Protokoll.

**Art. 31** - Die kryogenischen Kreiselumpen mit Hohlräumen werden sofort ersetzt oder repariert.

**Art. 32** - Es ist verboten, sich innerhalb des Bereichs des Betriebs Abfälle oder jegliche brennbare Stoffe einschließlich Gräser und trockene Pflanzen, insbesondere in den Schutzgehäusen anhäufen zu lassen.

**Art. 33** - Regenwasser und sonstige Flüssigkeiten, die sich in den Schutzgehäusen anhäufen können, werden regelmäßig entfernt und die Dichtigkeit wird erhalten.

Verseuchtes Wasser und sonstige verseuchte Flüssigkeiten werden wie Abfälle abgeleitet und behandelt.

#### KAPITEL 4 — Unfall- und Brandverhütung

**Art. 34** - Die Maßnahmen zur Verhütung der Unfälle und Brände entsprechen den Kapiteln 15, 16, 18 und 20 der Norm EN ISO 16924:2016 über die Füllanlagen der mit Flüssigerdgas angetriebenen Fahrzeuge.

**Art. 35** - Vor der Durchführung des Projekts und vor jeglicher Änderung der Räumlichkeiten oder der Betriebsverhältnisse, aus denen sich eine Änderung der Brandgefahr oder der Ausbreitung des Feuers ergeben könnte, informiert der Betreiber durch Vermittlung des örtlich zuständigen Bürgermeisters den Dienst der Hilfeleistungszone über die getroffenen Maßnahmen und die eingesetzten Ausrüstungen in Sachen Brand- und Explosionsverhütung und -bekämpfung im Rahmen des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

**Art. 36** - Die Feuerbekämpfungsmittel werden gegen Frost geschützt und sind in dem Betrieb leicht zugänglich. Dieses Material darf nicht in dem Schutzgehäuse angelegt werden.

**Art. 37** - Es wird durch die Anbringung der folgenden Verbotsschilder an oder nahe der Abgabe- und Abfülleinheiten auf das Feuer- und Rauchverbot hingewiesen:



Das Verbot, Handys, Fotoapparate, Messinstrumente und sonstige Geräte zu verwenden, die mit den EU-Rechtsvorschriften in Sachen Verwendung in explosionsgefährdeten Bereichen nicht übereinstimmen, wird mittels eines Schildes auf sichtbare und lesbare Weise an oder nahe der Abgabe- und Abfülleinheiten angezeigt.

**Art. 38** - Die kryogenischen Pumpen mit Lecks an den Dichtungen werden sofort ersetzt oder repariert.

Diese Bestimmung findet keine Anwendung auf Tauchpumpen.

**Art. 39** - Die kryogenischen Pumpen, die Abfüll- und Abgabeeinheiten sind mindestens mit einem allgemeinen Nothauptschalter des Typs "Pilztaster" ausgestattet.

#### KAPITEL 5 — Kontrolle und Selbstkontrolle

**Art. 40** - § 1. Der Betreiber läßt vor der ersten Inbetriebnahme und danach mindestens einmal im Jahr seine Anlagen von einem fachkundigen Sachverständigen prüfen.

§ 2. Der Betreiber verfügt über einen Besuchsbericht von einem fachkundigen Sachverständigen, in dem Folgendes angegeben ist:

1° die Feststellungen insbesondere über die Einhaltung der gesetzlichen und verordnungsmäßigen Vorschriften, deren Bedingungen in dem vorliegenden Erlass festgelegt werden, sowie der zusätzlichen Bedingungen, die in der aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erteilten Genehmigung vorgesehen sind;

2° die Schlussfolgerungen über die zu ergreifenden Maßnahmen, um die Beherrschung der Risiken zu sichern, insbesondere wenn die Anlage in Betrieb gesetzt oder gelassen werden kann, oder wenn bestimmte Anlagen oder Teile der Anlage außer Betrieb gesetzt werden müssen.

Der Betreiber passt den Zeitabstand zwischen zwei Kontrollen je nach den von dem fachkundigen Sachverständigen bei der Kontrolle gemachten Beobachtungen an.

Wenn die Schlussfolgerungen des Besuchsberichts hervorheben, dass die Anlagen oder Teile der Anlagen außer Betrieb gesetzt werden müssen, ergreift der Betreiber die erforderlichen Maßnahmen, um die Sicherheit zu gewährleisten, und benachrichtigt sofort den mit der Überwachung beauftragten Beamten.

Die Ergebnisse der Prüfungen werden in dem Logbuch eingetragen.

**Art. 41** - Während des ganzen Betriebs vergewissert sich der Betreiber, dass er alle Temperatur-, Druck-, Volumenmessungen des Flüssigerdgases in dem bzw. den Kryogenbehälter(n), alle Alarme, einschließlich des Stands der Gas- und Brandwarneinrichtungen sowie die Positionierung aller Sicherheitsventile kontrolliert.

**Art. 42** - Für jede Selbstbedienungsanlage vergewissert sich der Betreiber, dass die folgenden Bedingung erfüllt werden:

1° alle in Artikel 40 genannten Messungen werden durch Telemetrie nach einer Alarmzentrale übertragen;

2° alle nach der Zentrale gesandten Daten werden ständig von einer für ihre Auslegung zuständigen Person überwachen;

3° die Alarmzentrale ist operationell, sobald die Anlage abgekühlt und bis sie bei ihrer Stilllegung völlig entgast worden ist.

#### KAPITEL 6 — Führung der Register und Informationen

**Art. 43** - Jeder Speicherbehälter wird durch ein an einem sichtbaren und zugänglichen Ort angebrachten Merkblatt identifiziert.

Das Merkblatt enthält mindestens folgende Angaben:

1° Name des Bauers, Baudatum, Seriennummer;

2° Baunorm;

3° Name der gespeicherten Flüssigkeit: L.N.G., Flüssigerdgas;

4° Gefahrensymbol(e);

5° Nennkapazität in Flüssigkeitsvolumen;

6° Nominaldruck an der Spitze des Behälters;

7° höchstzulässige Dichtheit der gespeicherten Flüssigkeit;

8° Maximalfüllstand;

9° höchstzulässige Temperatur.

**Art. 44** - Jede Krypumpen wird durch ein an einem sichtbaren und zugänglichen Ort angebrachtes Merkblatt identifiziert.

Das Merkblatt enthält mindestens folgende Angaben:

1° Name des Bauers und ggf. seines gesetzlichen Vertreters;

2° Baujahr;

3° Typ, Serie und Seriennummer;

4° Temperatur und Nominaldruck, Leistung in kW und Betriebsspannung in Volts.

**Art. 45** - Jede Abfülleinheit und jede Zapfsäule werden durch ein an einem sichtbaren und zugänglichen Ort angebrachtes Merkblatt identifiziert.

Das Merkblatt enthält mindestens folgende Angaben:

1° Name und Personalien des Betreibers;

2° Name und Personalien der Kontaktpersonen für Notfälle;

3° Personalien der zuständigen Dienststellen der Hilfeleistungszone;

4° Hinweis auf das Vorhandensein einer gefährlichen Zone;

5° Name der gespeicherten Flüssigkeit: LNG: Flüssigerdgas;

6° Gefahrensymbol(e);

7° Hinweis auf das Vorhandensein von sehr niedrigen Temperaturen;

8° Erinnerung auf das Rauchverbot oder das Verbot, Feuer zu machen gemäß Artikel 36.



Das Merkblatt wird ergänzt mit

- den Gebrauchsanweisungen;
- den Sicherheitshinweisen.

**Art. 46** - Bei einer Notausschaltung der Anlage sowie in den Reparatur- oder Kontrollzeiten werden die Abfüll- und Abgabeeinheiten unverfügbar gemacht durch eine Vorrichtung mit dem an einem sichtbaren und zulässigen Ort nahe von den Anschlussstellen und Übertragungsleitungen angebrachten Vermerk in französischer, niederländischer, deutscher und englischer Fassung in der Form eines Schemas oder eines Logos, der bis zur völligen Beseitigung der Ursachen der Notausschaltung, einschließlich der damit verbundenen Tests und Kontrollen, jeden Anschluss verbietet.

**Art. 47** - Das bzw. die Bedienungshandbücher der Anlage enthalten mindestens die folgenden Informationen:

- 1° die von dem Bauer, Importeur oder Installateur übermittelte Dokumentation;
- 2° die Verfahrensabläufe im Hinblick auf einen sicheren Betrieb;
- 3° die Liste der zu treffenden Vorkehrungen, um sich vor den bekannten Gefahren zu schützen, einschließlich des Tragens von Sicherheitsschutzkleidung oder der Benutzung einer persönlichen Schutzausrüstung;
- 4° die verbotenen Verwendungen je nach den Risiken;
- 5° die Restgefahren;
- 6° der Leitfaden für die Inbetriebnahme;
- 7° der Leitfaden für die Abkühlung;
- 8° der Leitfaden der Abschaltung der Anlage;
- 9° der Leitfaden für die Fehlersuche;
- 10° das Wartungs- und das Inspektion- und Kontrollprogramm;
- 11° die Liste der zu ersetzenden Verschleißteilen mit der Häufigkeit der Ersetzung;
- 12° die Not-Aus- und Absicherungs- und Neustartverfahren;
- 13° die Liste der für die Wartung benötigten Teile und Ausrüstungen.

Der Betreiber sorgt dafür, dass die in Absatz 1 erwähnten Bedienungshandbücher mindestens bei jeder Änderung der Anlagen aktualisiert werden.

**Art. 48** - Das Logbuch enthält mindestens die folgenden Informationen:

- 1° Alle Inspektions-, Zulassungs- und Kontrollberichte mit ihrem Ausführungsdatum und Ergebnissen;
- 2° die Protokolle der Inbetriebnahme, Abkühlung, Notausschaltung und Fehlersuche;
- 3° ein Plan zur Darstellung der Anlage und der betreffenden Gefahrenzonen;
- 4° die offiziellen Unterlagen oder eine Kopie davon, u.a.:
  - a) die Zeugnisse der verwendeten Materialien, Teile und Zubehörteile;
  - b) die Kontrollbescheinigungen der Anlagen;
  - c) die Genehmigungen und Zulassungen;
  - d) die Konformitätserklärungen;
- 5° die Unterschiede mit dem normalen in dem Bedienungshandbuch beschriebenen Betrieb;
- 6° die gefährlichen Situationen, die eingetreten sind.

Diese Informationen werden in dem Logbuch eingetragen, sobald sie eingetreten sind.

**Art. 49** - Der Betreiber oder seine Bedienstete stell(t)/en dem Hilfeleistungsdienst und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten die folgenden Unterlagen zur Verfügung:

- 1° die Informationen über die in Anwendung von Artikel 58 § 2 Ziffer 2° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung genannten Meldungen;
- 2° das bzw. die Bedienungshandbücher, das Logbuch und deren jeweilige Aktualisierungen, nach Artikel 47 und 48;
- 3° die Berichte des fachkundigen Sachverständigen.

Der Betreiber oder seine Bedienstete halten diese Unterlagen mindestens am Ort des Betriebs zur Verfügung.

Der Betreiber oder seine Bedienstete stell(t)/en dem mit der Überwachung beauftragten Beamten die von dem Hilfeleistungsdienst verfassten Berichte zur Verfügung.

**Art. 50** - Der Betreiber stellt seinem Personal dem Bedienungshandbuch und dem Logbuch nach Artikel 47 und 48 zur Verfügung.

#### KAPITEL 7 — Abänderungs- und Schlussbestimmungen

*Abschnitt 1* — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe

**Art. 51** - Artikel 19 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2016, wird wie folgt ergänzt:

“- bewohnte Räumlichkeiten: Räumlichkeiten, die als Wohnräume benutzt werden, oder alle sonstige Räumlichkeiten, in denen sich Personen gewöhnlich aufhalten;

- am Datum der Genehmigung oder der Erklärung ordnungsgemäß zugelassene Räumlichkeiten: die Räumlichkeiten, die am Datum der Erteilung der Umweltgenehmigung oder der Globalgenehmigung oder am Datum der Erklärung mit den aufgrund der Bestimmungen über die Raumordnung und den Städtebau anwendbaren Vorschriften in Übereinstimmung standen bzw. stehen.

**Art. 52** - In Artikel 21 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2016, wird Absatz 2 durch folgenden Absatz ersetzt:

“In den Agrar-, Forst-, Grün-, Natur-, Park-, Freizeitgebieten und in den Gebieten für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen werden die Grenzen innerhalb eines Umkreises von 4 Metern um die bewohnten, am Datum der Genehmigung oder der Erklärung ordnungsgemäß zugelassenen Räumlichkeiten herum beachtet.”

*Abschnitt 2* — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

**Art. 53** - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Dezember 2015, wird wie folgt abgeändert:

1° die Wörter “Rubrik 50.50.04.01” werden durch die Wörter “ Rubrik 50.50.04.01.01” ersetzt;

2° er wird durch einen wie folgt lautenden Absatz ergänzt:

« Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf eine unter Rubrik 50.50.04.01.02 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuftten Anlagen und Tätigkeiten erwähnte Tankanlage von zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit gasförmigen Alternativtreibstoffen bezieht, enthält er, außer den im in Absatz 1 erwähnten Formular geforderten Auskünften ebenfalls die in Anlage XXXVI aufgelisteten Angaben. ».

**Art. 54** - Artikel 30 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 10. Dezember 2015, wird folgendermaßen abgeändert:

1° die Wörter « Rubrik 50.50.04.01 » werden durch die Wörter “ Rubrik 50.50.04.01.01” ersetzt;

2° er wird durch einen wie folgt lautenden Absatz ergänzt:

« Falls sich der Antrag auf eine Globalgenehmigung auf eine unter Rubrik 50.50.04.01.02 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuftten Anlagen und Tätigkeiten erwähnte Tankanlage von zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit gasförmigen Alternativtreibstoffen bezieht, enthält er, außer den im in Absatz 1 erwähnten Formular geforderten Auskünften ebenfalls die in Anlage XXXVI zum vorliegenden Erlass aufgelisteten Angaben. ».

**Art. 55** - In demselben Erlass wird Anlage XXXIV, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Dezember 2015, durch den dem vorliegenden Erlass beigefügten Anhang 1 ersetzt.

**Art. 56** - In denselben Erlass wird eine Anlage XXXVI eingefügt, die dem vorliegenden Erlass als Anhang 2 beigefügt wird.

*Abschnitt 3* — Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten

**Art. 57** - In Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2016, wird die Rubrik 50.50.04.01 durch Folgendes ersetzt:

«

Nummer — Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	Gefahr Boden	Zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
					ZH (WG)	ZHR (WGLC)	ZI (IG)
50.50.04.01 Tankanlage zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit gasförmigen Alternativtreibstoffen, mit Ausnahme der unter Rubrik 50.50.04.02 erwähnten Tankeinheiten Es gelten folgende Definitionen: Gasförmiger Alternativtreibstoff: Treibstoff, der unter Standardtemperatur und -druck (0 °C und 1 Atmosphäre) stehende flüssige Treibstoffe als Energieträger für den Transport ersetzt. insbesondere: Wasserstoff ; Erdgas, einschließlich Biomethan, in der Form von komprimiertem Gas, gewöhnlich komprimiertes Erdgas - kurz CNG - genannt; Erdgas, einschließlich Biomethan, in verflüssigter Form, gewöhnlich Flüssigerdgas - kurz LNG - genannt; Flüssiggas, kurz LPG genannt; 2° Biomethan: gereinigtes Biogas, das zur Verwendung in einem Verbrennungsmotor aufbereitet wurde; 3° Biogas: Gas, das aus dem Prozess der biologischen Zersetzung von Biostoffen in Abwesenheit von Sauerstoff in einer Biogasgewinnungsanlage entsteht;							
50.50.04.01.01.: wenn es sich um komprimiertes Erdgas handelt	2			DRIGM			
50.50.04.01.02.: wenn es sich um Flüssigerdgas handelt	2			DRIGM			
50.50.04.01.03.: wenn es sich um verflüssigtes Erdölglas handelt	2			DRIGM			
50.50.04.01.04.: wenn es sich um Wasserstoff handelt	2			DRIGM			
50.50.04.01.09.: wenn es sich um einen in den Rubriken 50.50.04.01.01, 50.50.04.01.02, 50.50.04.01.03 und 50.50.04.01.04 nicht erwähnten gasförmigen Alternativtreibstoff handelt	2			DRIGM			

»

*Abschnitt 4* — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Dezember 2015 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Tankanlagen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit gasförmigem Alternativtreibstoff, wenn es sich um komprimiertes Erdgas handelt, und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten sowie des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

**Art. 58** - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Dezember 2015 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Tankanlagen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit gasförmigem Alternativtreibstoff, wenn es sich um komprimiertes Erdgas handelt, und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten sowie des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, werden die Wörter "Rubrik 50.50.04.01." durch die Wörter "Rubrik 50.50.04.01.01" ersetzt.

**Art. 59** - In denselben Erlass wird ein Kapitel V/1 mit dem wie folgt lautenden Artikel 18/1 eingefügt:

"Kapitel V/1. — Bestimmung über die Versorgung der Tankanlagen von komprimiertem Erdgas mit Flüssigerdgas

Art. 18/1.- § 1. Die Ausrüstungen zum Füllen des Kryogenbehälters, der Kryogenbehälter und seine eventuelle Nebenanlagen werden gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2018 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Tankanlagen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit gasförmigem Alternativtreibstoff, wenn es sich um Flüssigerdgas handelt, und zur Abänderung von verschiedenen Erlassen der Wallonischen Regierung über die Umweltgenehmigung angelegt, betrieben und kontrolliert.

§ 2. Die Ausrüstungen zum Erwärmen und Komprimieren des Flüssigerdgases in komprimiertes Erdgas werden gemäß Kapitel 11 der Norm EN ISO 16924 :2016 über die Tankstellen zur Betankung der Fahrzeuge mit Flüssigerdgas, LNG entworfen, gebaut und betrieben.

§ 3. Das derart komprimierte Erdgas wird vor jeglicher Verteilung odorisiert.

Die Ausrüstungen zum Odorieren des Erdgases werden gemäß Kapitel 12 der Norm EN ISO 16924 :2016 über die Tankstellen zur Betankung der Fahrzeuge mit Flüssigerdgas, LNG, entworfen, gebaut und betrieben."

## Abschnitt 5 — Übergangs- und Schlussbestimmungen

**Art. 60** - Die in den Artikeln 53 bis 58 genannten Abänderungen finden Anwendung auf die Genehmigungsanträge, die ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereicht werden. Für die vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses eingereichten Genehmigungsanträge sowie für die diesbetreffenden Verwaltungsbeschwerden sind die am Tag der Einreichung des Antrags geltenden Regeln weiterhin anwendbar.

**Art. 61** - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. Dezember 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,  
Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete  
C. DI ANTONIO

## Anhang 1

**Anlage XXXIV des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung**

Informationen in Bezug auf die unter Rubrik 50.50.04.01.01 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Tankanlagen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit gasförmigem Alternativtreibstoff.

1° wenn die Tankanlage von komprimiertem Erdgas mit Flüssigerdgas versorgt wird, bitte nur den "Teil A" des Formulars in Betracht ziehen;

2° wenn die Tankanlage von komprimiertem Erdgas nicht mit Flüssigerdgas versorgt wird, bitte nur den « Teil B » des Formulars in Betracht ziehen;

Teil	A
------	---

Wenn das Speichervolumen für Flüssigerdgas in dem bzw. den Zwischenspeicher(n), in Kubikmeter Wasser ausgedrückt, 5 m<sup>3</sup> überschreitet, fügt der Betreiber seinem Antrag auf Genehmigung eine Gefahrenanalyse bei, die mindestens folgende Angaben umfasst:

1° eine Identifizierung und Kennzeichnung der potentiellen Gefahren, nL.

a) Vorhandensein von explosionsgefährlichen Stoffen;

b) Betrieb von potentiell gefährlichen Anlagen;

c) Identifizierung von natürlichen oder elektrischen Gefahren;

2° eine detaillierte Untersuchung der Gefahren, mit, für jede Gefahr, Angaben zur Wahrscheinlichkeit, zur Schwere, zur Kinetik und zu den Auswirkungsabständen (Überdruck und thermische Ausstrahlung);

3° eine Kartographie der Wirkungsbereiche;

4° eine Beschreibung der Vorbeugungs- und Gefahrenschutzmaßnahmen.

Teil B
--------

Wenn das Speichervolumen für komprimiertes Erdgas in dem bzw. den Zwischenspeicher(n), in Kubikmeter Wasser ausgedrückt, 10 m<sup>3</sup> überschreitet, fügt der Betreiber seinem Antrag auf Genehmigung eine Gefahrenanalyse bei, die mindestens folgende Angaben umfasst:

1° eine Identifizierung und Kennzeichnung der potentiellen Gefahren, nL.

a) Vorhandensein von explosionsgefährlichen Stoffen;

b) Betrieb von potentiell gefährlichen Anlagen;

c) Identifizierung von natürlichen oder elektrischen Gefahren;

2° eine detaillierte Untersuchung der Gefahren, mit, für jede Gefahr, Angaben zur Wahrscheinlichkeit, zur Schwere, zur Kinetik und zu den Auswirkungsabständen (Überdruck und thermische Ausstrahlung);

3° eine Kartographie der Wirkungsbereiche;

4° eine Beschreibung der Vorbeugungs- und Gefahrenschutzmaßnahmen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2018 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Tankanlagen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit gasförmigem Alternativtreibstoff, wenn es sich um Flüssigerdgas handelt, und zur Abänderung von verschiedenen Erlassen der Wallonischen Regierung über die Umweltgenehmigung beigelegt zu werden

Namur, den 13. Dezember 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,  
Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

## Anhang 2

**Anhang XXXVI des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung**

Informationen in Bezug auf die unter Rubrik 50.50.04.01.02 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Tankanlagen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit gasförmigem Alternativtreibstoff.

Wenn das Speichervolumen für Flüssigerdgas in dem bzw. den Zwischenspeicher(n), in Kubikmeter Wasser ausgedrückt, fünf m<sup>3</sup> überschreitet, fügt der Betreiber seinem Antrag auf Genehmigung eine Gefahrenanalyse bei, die mindestens folgende Angaben umfasst:

- 1° eine Identifizierung und Kennzeichnung der potentiellen Gefahren, nl.
- a) Vorhandensein von explosionsgefährlichen Stoffen;
- b) Betrieb von potentiell gefährlichen Anlagen;
- c) Identifizierung von natürlichen oder elektrischen Gefahren;
- 2° eine detaillierte Untersuchung der Gefahren, mit, für jede Gefahr, Angaben zur Wahrscheinlichkeit, zur Schwere, zur Kinetik und zu den Auswirkungsabständen (Überdruck und thermische Ausstrahlung);
- 3° eine Kartographie der Wirkungsbereiche;
- 4° eine Beschreibung der Vorbeugungs- und Gefahrenschutzmaßnahmen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2018 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Tankanlagen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit gasförmigem Alternativtreibstoff, wenn es sich um Flüssigerdgas handelt, und zur Abänderung von verschiedenen Erlassen der Wallonischen Regierung über die Umweltgenehmigung beigefügt zu werden

Namur, den 13. Dezember 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,  
Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete  
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2019/10940]

**13 DECEMBER 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de brandstofverdeelinstallaties voor de bevoorrading van motorvoertuigen met gasvormige alternatieve brandstof, wanneer het gaat om vloeibaar aardgas en tot wijziging van verschillende besluiten van de Waalse Regering betreffende de milieuvergunning**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, artikel 3, gewijzigd bij de decreten van 3 februari 2005 en van 22 november 2007, artikel 4, gewijzigd bij de decreten van 24 oktober 2013, van 13 maart 2014 en van 20 juli 2016, artikel 5, artikel 7, gewijzigd bij het decreet van 22 november 2007, artikel 8, gewijzigd bij het decreet van 24 oktober 2013, artikel 9, artikel 17, gewijzigd bij de decreten van 19 september 2002 en 21 juni 2012, artikel 21, gewijzigd bij het decreet van 3 februari 2005, artikel 83, gewijzigd bij het decreet van 20 september 2016 en artikel 87, gewijzigd bij de decreten van 3 februari 2005 en 20 juli 2006;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 december 2015 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de distributie van brandstoffen bestemd om de tanks van motorvoertuigen te bevoorraden met alternatieve gasbrandstof, wanneer het gaat om gecompriemd aardgas, en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, alsook het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het rapport van 19 juni 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 63.872/4 van de Raad van State, gegeven op 24 september 2018 , overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat dit voorontwerp van besluit op 10 juli 2018 aan de Europese Commissie is meegedeeld overeenkomstig artikel 6, § 1, van Richtlijn (EU) 2015/1535 van het Europees Parlement en van de Raad van 9 september 2015 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij; dat de Commissie geen bemerkingen had op dit besluit;

Overwegende dat de opslag van aardgas, voornamelijk samengesteld uit methaan, beoogd is in het samenwerkingsakkoord van 16 februari 2016 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het opvangen van de risico's inherent aan zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen betrokken zijn;

Overwegende dat het samenwerkingsakkoord betrekking heeft op de in artikel 2, 1°, omschreven inrichtingen, namelijk de gezamenlijke site onder controle van een exploitant waar gevaarlijke stoffen aanwezig zijn in één of meer installaties, met inbegrip van de infrastructuur en de gemeenschappelijke of verwante activiteiten; dat deze inrichtingen ofwel laagdrempelige ofwel hoogdrempelige inrichtingen zijn;

Overwegende met name dat methaanopslagen krachtens het samenwerkingsakkoord van 16 februari 2016 worden beschouwd als een laagdrempelige inrichting te rekenen van een opslag van vijftig ton en als een hoogdrempelige inrichting te rekenen van een opslag van tweehonderd ton;

Overwegende dat bij de berekening van de drempels van deze inrichtingen rekening moet worden gehouden met alle gevaarlijke stoffen in de inrichting en niet alleen met de hoeveelheid vloeibaar aardgas;

Overwegende dat in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten de huidige indeling van toepassing op de detailhandel of de distributieshandel van brandstoffen (algemene rubriek 50.50.) een onderscheid maakt tussen vloeibare brandstoffen, bij normale temperatuur en druk, en gasvormige alternatieve brandstoffen bij normale temperatuur en druk;

Overwegende dat installaties die de schepen met vloeibaar aardgas bevoorraden of die door schepen met vloeibaar aardgas worden bevoorrad, zeer specifieke installaties zijn; dat zij van geval tot geval sterk kunnen verschillen; dat hun aanwezigheid op het grondgebied van het gewest bovendien zeer gering is, dat hun vergunningen moeten worden verleend onder de algemene en bijzondere voorwaarden die door de bevoegde overheid zijn uitgevaardigd en dat deze installaties bijgevolg buiten het toepassingsgebied van dit besluit vallen;

Overwegende dat momenteel alle verdeelinstallaties van alle gasvormige alternatieve brandstoffen bij normale temperatuur en druk die motorvoertuigen bevoorraden onder de enige rubriek 50.50.04. vallen. ;

Overwegende dat de effecten van de verdeelinstallaties van gasvormige alternatieve brandstoffen bij normale temperatuur en druk die motorvoertuigen bevoorraden, verschillende effecten zouden kunnen hebben, afhankelijk van het type gasvormige brandstof, zowel voor het milieu als voor de veiligheid;

Overwegende dat in het kader van de administratieve vereenvoudiging en om het begrip van de rubriek 50.50.04.01 te verduidelijken, er voorgesteld wordt aan elke gasvormige alternatieve brandstof een andere rubriek toe te kennen: gecomprimeerd aardgas, vloeibaar aardgas, vloeibaar petroleumgas, waterstof;

Overwegende dat de risico's voor het milieu en de mens van dien aard zijn dat voor elke verdeelinstallatie van alternatieve brandstoffen een vergunning vereist is;

Overwegende evenwel dat één enkele sectorale voorwaarde niet alle risico's van alle verdeelinstallaties van alle gasvormige alternatieve brandstoffen kan dekken;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 10 december 2015 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de distributie van brandstoffen bestemd om de tanks van motorvoertuigen te bevoorraden met alternatieve gasbrandstof, wanneer het gaat om gecomprimeerd aardgas, en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, alsook het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, uitsluitend bedoeld is om de verdeelinstallaties van gecomprimeerd aardgas te regelen; dat het derhalve noodzakelijk is de distributie van vloeibaar aardgas te regelen door middel van specifieke bepalingen;

Overwegende dat in de toekomst andere gasvormige alternatieve brandstoffen kunnen worden verdeeld; dat daarom wordt voorgesteld om een opschrift in de algemene rubriek 50.50.04.01 toe te voegen ter dekking van de distributie van een alternatieve brandstof die nog niet is gespecificeerd of nog niet is ingedeeld;

Overwegende dat gezien rubriek 50.50.04.01 vóór de wijziging in klasse 2 was ingedeeld en met het oog op de naleving van het beginsel van de "stand still", voorgesteld wordt de vijf nieuwe punten in klasse 2 in te delen;

Overwegende dat een verdeelinstallatie van gecomprimeerd aardgas wordt bevoorrad door het binnenlandse aardgasnet of door een opslagapparatuur van vloeibaar aardgas; dat het in het laatste geval noodzakelijk is deze laatste aan de bepalingen van dit besluit van de Regering te onderwerpen;

Overwegende dat Richtlijn 2014/94/EU van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 betreffende de uitrol van infrastructuur voor alternatieve brandstoffen aan de lidstaten oplegt om het gebruik van alternatieve brandstoffen te bevorderen;

Overwegende dat aardgas in dezelfde richtlijn als een van deze alternatieve brandstoffen wordt beschouwd en dat de verdeling ervan derhalve moet worden aangemoedigd;

Overwegende dat in dit geval zijn opslag en verdeling in vloeibare vorm worden geregeld door de volgende bepalingen;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — Toepassingsveld en begripsomschrijvingen

**Artikel 1.** Bij dit besluit wordt Richtlijn 2014/94/EU van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 betreffende de uitrol van infrastructuur voor alternatieve brandstoffen gedeeltelijk omgezet.

**Art. 2.** Dit besluit is van toepassing op de brandstofverdeelinstallaties bestemd voor de bevoorrading van motorvoertuigen met gasvormige alternatieve brandstof, bedoeld in rubriek 50.50.04.01 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, wanneer het gaat om vloeibaar aardgas.

**Art. 3.** De installaties die de schepen met vloeibaar aardgas bevoorraden of die door schepen met vloeibaar aardgas worden bevoorrad, vallen niet onder dit besluit.

**Art. 4.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° de losplaats: de plaats waar de vrachtwagen of aanhangwagen die bedoeld is om de cryogene tank met vloeibaar aardgas bij te vullen, is geparkeerd;

2° de bevoorradingsruimte: plaats waar het voertuig tijdens de bevoorrading parkeert;

3° de verdeelzuil : installatie die bestaat uit de teller, de pomp en één of meer verdeelpunten ;

4° het aansluitstuk om te lossen : de apparatuur die een snelle aansluiting en ontkoppeling mogelijk maakt van de buis die de vrachtwagen of aanhangwagen verbindt en die bedoeld is om de cryogene tank bij te vullen;

5° het aansluitstuk om te bevoorraden: de apparatuur die een snelle aansluiting en ontkoppeling van de buis mogelijk maakt die de cryogene tank verbindt met de tank van het bijgetankte voertuig;

6° het eilandje : constructie waarmee de verdeelzuilen verhoogd kunnen worden ten opzichte van de ruimte voor de bevoorrading van de voertuigen ;

7° de bevoorradingsinstallatie : brandstofverdeelininstallatie of het gedeelte ervan bestemd voor bevoorrading met vloeibaar aardgas voor motorvoertuigen;

8° het lospunt : apparatuur voor het bevoorraden van de cryogene tank met vloeibaar aardgas;

9° het verdeelpunt : uitrusting voor de bevoorrading van het motorvoertuig met vloeibaar aardgas;

10° de cryogene tank : de tank waarin aardgas in vloeibare vorm wordt opgeslagen in afwachting van distributie, bij een temperatuur tussen -153°C en -196°C;

11° de verdampers : de installatie waar de parameters van temperatuur en opslagdruk van vloeibaar aardgas wordt aangepast;

12° de bevoegde deskundige: de persoon of de technische dienst geaccrediteerd volgens de norm ISO/CEI 17020 of deskundige erkend in het vak "opslaginstallatie" overeenkomstig artikel 681/73 van titel III van het Algemeen reglement op de arbeidsbescherming.

## HOOFDSTUK 2. — *Vestiging en bouw*

### *Afdeling 1. — Gemeenschappelijke bepalingen*

**Art. 5.** De verdeelininstallatie is ontworpen en gebouwd overeenkomstig de norm EN ISO 16924: 2016 met betrekking tot vulstations voor vloeibaar aardgasvoertuigen.

De veiligheidsafstanden tussen de verschillende onderdelen van de verdeelininstallatie, tussen deze onderdelen en de naburige installaties, mogen niet kleiner zijn dan de in bijlage B van de bovengenoemde norm EN ISO 16924: 2016 vermelde afstanden.

**Art. 6.** Het verdeelpunt en het lospunt bevinden zich in de open lucht en buiten elke inkuiping.

Wanneer het verdeelpunt en het lospunt onder een bovenbouw worden geplaatst, voorkomt het ontwerp van de bovenbouw de accumulatie van aardgas.

In dit geval wordt een explosiemeterdetector geïnstalleerd om een mogelijke explosieve atmosfeer te detecteren na een aardgaslek.

De bijzondere voorwaarden specificeren hun locatie, controle en werking.

Wanneer de ondergrens inzake explosiviteit de drempel van tien procent bereikt, wordt een alarm geactiveerd.

Wanneer de ondergrens inzake explosiviteit de drempel van twintig procent bereikt, wordt de gehele installatie uitgeschakeld door het automatisch sluiten van de kleppen.

De overige delen van de installatie voor de aflevering van vloeibaar aardgas worden ingericht in een gesloten of openluchtruimte, ondergronds of aan de oppervlakte.

**Art. 7.** De bevoorradingsinstallatie, de cryogene tank en alle andere apparatuur die vloeibaar aardgas bevat, moeten zich buiten elk bewoond gebouw bevinden.

**Art. 8.** Het stilstaan van voertuigen voor de verdeelzuil alsook het stilstaan van tankwagens voor het lospunt hindert het verkeer op de openbare weg noch de doorgang van voetgangers op de stoep.

De bevoorradingsruimte alsook de losplaats bevinden zich volledig in de inrichting.

**Art. 9.** De bevoorradingsruimte, de parkeerruimte voor de wachtende voertuigen en de losplaats zijn zo aangelegd dat de voertuigen de plaats voorwaarts kunnen ontruimen.

**Art. 10.** De uitrustingen die vloeibaar aardgas bevatten, met uitzondering van de verdeel- en lospunten, moet tegen de indringers worden afgeschermd door roosterwerk van ten minste twee meter hoog of door een andere voorziening die dezelfde bescherming biedt.

Dit beveiligingssysteem is uitgerust met een vergrendelbare opening of een ander vergrendelingssysteem met dezelfde mate van bescherming.

Dit gebied is gesloten voor het publiek.

Dit verbod wordt herhaald door middel van borden of affiches in het Frans, Nederlands, Duits en Engels die op verschillende zichtbare en toegankelijke plaatsen bij de opening van het hek zijn aangebracht. De borden of affiches moeten ten minste de volgende gegevens bevatten:

1° de naam en de gegevens van de exploitant ;

2° de namen en de gegevens van de personen waarmee in geval van nood contact moet worden opgenomen;

3° de gegevens van de diensten van de hulpverleningszone van het rechtsgebied;

4° de melding van de aanwezigheid van een gevaarlijke zone;

5° de naam van de opgeslagen vloeistof: LNG : vloeibaar aardgas ;

6° het (de) gevaarssymbo(o)l(en) ;

7° de inhoud van de tank(s);

8° de melding van de aanwezigheid van zeer lage temperaturen;

9° een herinnering aan het verbod op roken of het maken van vuur als bedoeld in artikel 37.

Het roosterwerk mag alleen worden geopend in aanwezigheid en onder de verantwoordelijkheid van de exploitant of een door hem gemachtigde persoon.

**Art. 11.** De toegang van de voertuigen van de dienst van de hulpverleningszone tot de voorzieningen die vloeibaar aardgas bevatten vanaf de openbare weg wordt gewaarborgd en in stand gehouden onder alle omstandigheden volgens de voorschriften van de dienst van de hulpverleningszone.

*Afdeling 2. — Cryogene tank voor de opslag van vloeibaar aardgas*

**Art. 12.** De opslag van vloeibaar aardgas vindt uitsluitend plaats in een cryogene tank, overeenkomstig norm NBN EN 13458 "Cryogene vaten - Vacuüm geïsoleerde statische vaten", met dubbele mantel met luchtvacuüm tussen de wanden.

Tussen de twee wanden is isolatiemateriaal aanwezig. Dit materiaal is ingedeeld als A1 of A2 volgens de Euroclass Reaction to Fire omschreven in NBN EN 13501-1.

**Art. 13.** De maximale benuttingsgraad van de tank is vijftientig procent van zijn volume.

Een hoog niveau detectieapparatuur op vijftientig procent van het volume en een laag niveau detectieapparatuur op vijf procent stuurt een alarm voor maximaal en minimaal gebruik.

Op dezelfde manier meet een apparaat de druk boven het maximaal toelaatbare hoge niveau van vloeibaar aardgas en stuurt een alarm als de verzadigde dampdruk wordt overschreden.

De tank is uitgerust met de nodige instrumenten om de evolutie van de hoeveelheid vloeibaar aardgas in de tank te visualiseren.

Om accidentele lekkages op te sporen, wordt de temperatuur gemeten aan het laagste punt van de inkuiping of, bij gebrek daaraan, van de installatie.

**Art. 14.** De gassen die door de veiligheidskleppen vrijkomen, worden via verticaal naar boven gerichte ontladingsbuizen in de atmosfeer gebracht.

In afwijking van lid 1 mogen de bijzondere voorwaarden de hoek gevormd door de ontladingsbuis en de verticale as van de ontladingsbuis bevestigen. In dit geval kan de geometrie van de ontladingsbuis geen accumulatie van gas over de gehele lengte toestaan.

De ontladingspunten van de in de leden 1 en 2 bedoelde buizen moeten zich ten minste een meter boven het hoogste punt van de inrichting bevinden.

De ontladingspunten moeten zijn uitgerust met een voorziening die het binnendringen van neerslag en andere voorwerpen in de ontladingsbuizen verhindert.

Ontladingsbuizen kunnen alleen worden gebruikt voor de veilige lozing van aardgas.

**Art. 15.** Een branddetectiesysteem is geïnstalleerd in de buurt van de cryogene tank.

De bijzondere voorwaarden specificeren de uitrusting, de controle en de werkingsprocedures.

**Art. 16.** Een netwerk van explosiemeterdetectoren is geïnstalleerd in de buurt van de cryogene tank en eventuele verdampers.

De bijzondere voorwaarden specificeren de uitrusting, de controle en de werkingsprocedures.

Wanneer de ondergrens inzake explosiviteit de drempel van tien procent bereikt, wordt een alarm geactiveerd.

Wanneer de ondergrens inzake explosiviteit de drempel van twintig procent bereikt, wordt de gehele installatie uitgeschakeld door het automatisch sluiten van de kleppen.

**Art. 17.** De bijzondere voorwaarden bepalen het maximale volume van de cryogene tank.

*Afdeling 3. — Het vullen van de cryogene tank en de verdeling van vloeibaar aardgas*

**Art. 18.** Behalve als het om een hangtype gaat, worden de lospunten en de verdeelpunten tegen stoten van voertuigen beschermd door het aanbrengen van een eiland van minstens vijftien centimeter hoog of een verkeerspaal, een wielblok of elk ander systeem dat een gelijkwaardige bescherming biedt.

**Art. 19.** Een netwerk van explosiemeterdetectoren maakt het mogelijk om een mogelijke explosieve atmosfeer te detecteren na een aardgaslek tijdens het lossen.

Elk verdeelstation heeft ten minste één explosiemeterdetector om een mogelijke explosieve atmosfeer te detecteren na een methaanlek tijdens de bevoorrading.

De bijzondere voorwaarden bepalen de locatie, de controle en de werking van deze explosiedetectoren.

Wanneer de ondergrens inzake explosiviteit de drempel van tien procent bereikt, wordt een alarm geactiveerd.

Wanneer de ondergrens inzake explosiviteit de drempel van twintig procent bereikt, wordt de gehele installatie uitgeschakeld door het automatisch sluiten van de kleppen.

**Art. 20.** De losplaats en de bevoorradersruimtes moeten zijn gemaakt van waterdichte materialen met voldoende mechanische sterkte en chemische inertie tegen de gebruikte technische vloeistoffen en vloeibaar aardgas.

Ze maken het mogelijk om de eventuele spatten te verzamelen en aan het vloeibaar aardgas om te verdampen.

Ze kunnen niet rechtstreeks worden aangesloten op een openbare riolering of grondwater.

**Art. 21.** Wanneer de bevoorradersleiding van de cryogene tank en haar aansluitstuk om te lossen, evenals de distributieleiding en haar aansluitstuk om te bevoorraden uit een flexibel onderdeel bestaan, komen zij overeen met de norm NBN EN 12434 "Cryogene vaten - Cryogene flexibele slangen".

**Art. 22.** Het lospunt is uitgerust met een knop of trekker of een "dode man"-systeem dat de persoon die het bevoorraadt ten minste om de drie minuten moet resetten, op straffe van automatische stopzetting van de bevoorrading door het stoppen van de bevoorradingspomp en het sluiten van de kleppen.

Als het aansluitstuk om te lossen niet goed geplaatst is, kan de bevoorradersoperatie niet starten.

Het bevoorraderspunt is uitgerust met een knop of trekker of een "dode man"-systeem dat de persoon die het bevoorraadt ten minste om de zestig minuten moet resetten, op straffe van automatische stopzetting van de bevoorrading door het stoppen van de bevoorradingspomp en het sluiten van de kleppen.

Als het aansluitstuk om te bevoorraden niet goed geplaatst is, kan de verdeeloperatie niet starten.



**Art. 23.** Het lospunt is uitgerust met een automatische uitschakeling door het sluiten van kleppen wanneer het volume van het vloeibare aardgas vijftientig procent van het nuttige volume van de cryogene tank bereikt.

*Afdeling 4. — Hulpapparatuur*

**Art. 24.** De verdampers bevinden zich op een plaats waar de lucht vrij kan circuleren, indien nodig wordt deze circulatie geforceerd.

Wanneer de cryogene tank in een inkuiping wordt geplaatst, kunnen zij deze in de inkuiping begeleiden.

*HOOFDSTUK 3. — Exploitatie*

**Art. 25.** De bevoorrading van motorvoertuigen met vloeibaar aardgas uit een mobiele installatie, zoals een vrachtwagen of aanhangwagen of een mobiele installatie zoals een container, moet voldoen aan de voorschriften van hoofdstuk 17 van de norm EN ISO 16924: 2016 met betrekking tot vulstations voor vloeibaar aardgasvoertuigen.

**Art. 26.** § 1. De exploitant zorgt ervoor dat de cryogene tank wordt gevuld door naar behoren gekwalificeerd personeel.

Dit personeel is in staat om het vullen van de tank te controleren en het vulapparaat veilig te bedienen.

De exploitant zorgt ervoor dat het in lid 2 bedoelde personeel vóór de indiensttreding een opleiding heeft gevolgd en dat dit personeel ten minste om de twee jaar een voortgezette opleiding heeft gevolgd.

§ 2. De exploitant zorgt ervoor dat de bevoorrading van de voertuigen wordt uitgevoerd door naar behoren gekwalificeerd personeel.

Dit personeel is in staat om het vullen van de tank te controleren en het vulapparaat veilig te bedienen.

De exploitant zorgt ervoor dat het in lid 2 bedoelde personeel vóór de indiensttreding een opleiding heeft gevolgd en dat dit personeel ten minste om de twee jaar een voortgezette opleiding heeft gevolgd.

§ 3. De exploitant of zijn aangestelden die permanent aanwezig zijn op de site van de inrichting zijn speciaal opgeleid voor:

- 1° de veiligheidsprocedures, ook in noodsituaties;
- 2° de routinematige onderhoudswerkzaamheden aan de installaties;
- 3° de operatie bij het uitbreken van een brand.

De exploitant of zijn aangestelden bedoeld in het eerste lid worden vóór hun indiensttreding opgeleid. Deze personen moeten ten minste om de twee jaar een voortgezette opleiding volgen.

**Art. 27.** De exploitant stelt de veiligheidsmaatregelen op. Deze specificeren dat voor en tijdens de handelingen m.b.t. de bevoorrading:

- 1° de motor van het voertuig stilstaat;
- 2° het voertuig zich op de bevoorradingsruimte of een van bevoorradingsruimtes bevindt;
- 3° het voertuig onder alle omstandigheden immobiel wordt gemaakt;
- 4° het voertuig is geaard via de aarding van het bevoorradingspunt.

Het aardingsproces is opgenomen in volle woorden en in de vorm van een schema in de veiligheidsmaatregelen.

**Art. 28.** De exploitant moet de veiligheidsmaatregelen duidelijk, zichtbaar en leesbaar in het Frans, Nederlands, Duits en Engels op de verdeelzuil in de buurt van de algemene noodschakelaars van de verdeelpunten en van de lospunten aanbrengen.

**Art. 29.** Wanneer de installaties definitief worden stilgelegd, worden ze geledigd en ontgast.

Met uitzondering van het teruggewonnen aardgas worden de producten van deze operatie verwijderd of als afval positief verwerkt.

**Art. 30.** Bij elke koeling voert de exploitant of zijn aangestelde het proces-verbaal van de koeling in het logboek in.

**Art. 31.** De centrifugale cryogene pompen met holtes worden onmiddellijk vervangen of hersteld.

**Art. 32.** Het is verboden afval of allerlei brandbaar materiaal te laten accumuleren in de omheining van de inrichting, met inbegrip van droge kruiden of planten en in het bijzonder in de kuipen.

**Art. 33.** Regenwater en andere vloeistoffen die zich in de kuipen kunnen accumuleren, worden regelmatig verwijderd, terwijl de dichtheid behouden blijft.

Besmet water en andere vloeistoffen worden verwijderd en als afval behandeld.

*HOOFDSTUK 4. — Ongevallen- en brandpreventie*

**Art. 34.** De maatregelen tot voorkoming van ongevallen en brand voldoen aan de hoofdstukken 15, 16, 18 en 20 van de norm EN ISO 16924: 2016 met betrekking tot vulstations voor vloeibaar aardgasvoertuigen.

**Art. 35.** Vóór de tenuitvoerlegging van het project en vóór elke wijziging van de plaats en/of de exploitatieomstandigheden die de risico's voor brand of voor de verspreiding ervan zouden kunnen wijzigen, verstrekt de exploitant, via de burgemeester van het ambtsgebied, de dienst van de hulpverleningszone informatie over de getroffen maatregelen en de aangewende uitrustingen inzake de preventie en de bestrijding van brand en ontploffingen, met inachtneming van de bescherming van de bevolking en het leefmilieu.

**Art. 36.** Het brandbestrijdingsmaterieel is tegen vorst beschermd en gemakkelijk toegankelijk binnen de inrichting.

Dit materieel kan niet in de kuipen worden geïnstalleerd.

**Art. 37.** Er wordt via onderstaande verbodstekens gewezen op het verbod om te roken of vuur te maken op of in de nabijheid van de verdeel- en lospunten:



Er wordt via een zichtbaar en leesbaar bord op of in de nabijheid van de verdeel- en lospunten gewezen op het verbod om gebruik te maken van gsm's, fototoestellen, meetinstrumenten en andere apparaten die niet overeenstemmen met de Europese wetgeving inzake het gebruik in explosiegevaarlijke zones.

**Art. 38.** Cryogene pompen met lekkende afdichtingen worden onmiddellijk vervangen of hersteld.

Deze bepaling is niet van toepassing op onderwaterpompen.

**Art. 39.** Cryogene pompen, de los- en verdeelpunten moeten zijn uitgerust met ten minste één algemene noodschakelaar van het type "vuistslag".

#### HOOFDSTUK 5. — *Controle en zelfcontrole*

**Art. 40.** § 1. De exploitant laat zijn installaties vóór de eerste inbedrijfstelling en vervolgens ten minste eenmaal per jaar door een bevoegde deskundige controleren.

§ 2. De exploitant beschikt over een bezoekverslag van een bevoegde deskundige met de volgende informatie:

1° de gedane vaststellingen, met name wat betreft de naleving van de wettelijke en reglementaire voorschriften, met inbegrip van de in dit besluit vastgestelde voorwaarden, alsmede de aanvullende specifieke voorwaarden die zijn opgenomen in de vergunning die is verleend krachtens het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

2° conclusies over de maatregelen die moeten worden genomen om de risicobeheersing te waarborgen, met name indien de installatie in bedrijf kan worden gesteld of in bedrijf kan worden gelaten of indien bepaalde installaties of delen van installaties buiten bedrijf moeten worden gesteld.

De exploitant past de periodiciteit tussen twee controles aan op basis van de opmerkingen van de bevoegde deskundige tijdens de controle.

Wanneer uit de conclusies van het bezoekverslag blijkt dat de installaties of delen van installaties buiten bedrijf moeten worden gesteld, neemt de exploitant de nodige maatregelen om de veiligheid te waarborgen en stelt hij de toezichthoudende ambtenaar daarvan onverwijld in kennis.

De resultaten van de tests worden in het logboek opgenomen.

**Art. 41.** Gedurende de gehele exploitatie dient de exploitant ervoor te zorgen dat hij alle metingen van temperatuur, druk, volume van vloeibaar aardgas in de cryogene tank(s), alle alarmen, met inbegrip van de toestand van de gas- en branddetectiesystemen en de plaatsing van alle veiligheidskleppen, voortdurend controleert.

**Art. 42.** Voor elke zelfbedieningsinstallatie moet de exploitant ervoor zorgen dat:

1° alle in artikel 40 bedoelde metingen per telemetrie aan een alarmcentrale worden doorgegeven ;

2° de gegevens die aan de alarmcentrale worden doorgegeven, voortdurend worden gecontroleerd door een persoon die bevoegd is om ze te interpreteren;

3° de alarmcentrale operationeel is zodra de installatie is afgekoeld en totdat, wanneer de installatie wordt stilgelegd, de installatie volledig is ontgast.

#### HOOFDSTUK 6. — *Bijhouden van de registers en informatie*

**Art. 43.** Elke opslagtank wordt geïdentificeerd door middel van een signaletische kaart die op een zichtbare en toegankelijke plaats wordt aangebracht.

De signaletische kaart bevat ten minste:

1° de naam van de bouwer, de bouwdatum en het serienummer van de bouwer;

2° de bouwnorm;

3° de naam van de opgeslagen vloeistof: " LNG ", vloeibaar aardgas ;

4° het (de) gevaarssymbo(o)l(en) ;

5° de nominale capaciteit in volume van de vloeistof;

6° de nominale druk aan de bovenkant van de tank

7° de maximaal toelaatbare dichtheid van de aanwezige vloeistof;

8° het maximale vulniveau ;

9° de minimaal toelaatbare temperatuur.

**Art. 44.** Elke cryogene pomp wordt geïdentificeerd door middel van een signaletische kaart die op een zichtbare en toegankelijke plaats wordt aangebracht.

De signaletische kaart bevat ten minste:

- 1° de naam van de bouwer en, in voorkomend geval, diens wettelijke vertegenwoordiger;
- 2° het bouwjaar;
- 3° het type, de serie en het serienummer;
- 4° de temperatuur en nominale druk, het vermogen in kW en de werkingspanning in volts.

**Art. 45.** Elk lospunt en elke verdeelzuil worden geïdentificeerd door middel van een signaletische kaart die op een zichtbare en toegankelijke plaats wordt aangebracht.

De signaletische kaart bevat ten minste:

- 1° de naam en de gegevens van de exploitant ;
- 2° de namen en de gegevens van de personen waarmee in geval van nood contact moet worden opgenomen;
- 3° de gegevens van de diensten van de hulpverleningszone van het rechtsgebied;
- 4° de melding van de aanwezigheid van een gevaarlijke zone;
- 5° de naam van de opgeslagen vloeistof: LNG : vloeibaar aardgas ;
- 6° het (de) gevaarssymbo(o)l(en) ;
- 7° de melding van de aanwezigheid van zeer lage temperaturen;
- 8° een herinnering aan het verbod op roken of het maken van vuur als bedoeld in artikel 36.

De signaletische kaart wordt aangevuld door

- De gebruiksrichtlijnen ;
- de veiligheidsvoorschriften.

**Art. 46.** Wanneer de installatie is veilig gesteld en tijdens herstel- of controleperiodes, worden de los- en verdeelpunten onbeschikbaar gemaakt door middel van een voorziening die op een zichtbare en toegankelijke plaats in de buurt van de verbindingpunten of transferlijnen in het Frans, Nederlands, Duits en Engels en in de vorm van een schema of logo is aangebracht en die elke verbinding verbiedt totdat de oorzaken van de veiligheidsstand volledig zijn weggenomen, inclusief de daarop betrekking hebbende tests en controles.

**Art. 47.** Het of de gebruikshandboek(en) van de installatie moet(en) ten minste de volgende informatie bevatten:

- 1° de door de bouwer, invoerder of installateur verstrekte documentatie;
- 2° de werkwijzen met het oog op een veilige werking ;
- 3° een lijst van voorzorgsmaatregelen ter bescherming tegen bekende gevaren, waaronder het gebruik van veiligheidskleding of persoonlijke bescherming;
- 4° het verboden gebruik in functie van de risico's;
- 5° de overblijvende risico's ;
- 6° de inbedrijfstellingshandleiding;
- 7° de handleiding voor koeling ;
- 8° de handleiding voor het stilleggen van de installatie;
- 9° de herstellingshandleiding ;
- 10° het onderhouds-, inspectie- en controleprogramma;
- 11° de lijst van slijtageonderdelen die moeten worden vervangen met de periodiciteit van de vervanging;
- 12° de stopprocedures, de procedures voor de omschakeling naar veiligheidsstand en de herstartprocedures;
- 13° de lijst van onderdelen en uitrusting die nodig zijn voor het onderhoud.

De exploitant vergewist zich ervan dat het gebruikshandboek waarvan sprake in het eerste lid minstens na elke wijziging aan de installaties bijgewerkt worden.

**Art. 48.** Het logboek bevat ten minste de volgende informatie:

- 1° alle inspectie-, erkennings- en controleverslagen, met inbegrip van hun uitvoeringsdatum en vergezeld van de resultaten;
- 2° de processen-verbaal van inbedrijfstelling, koeling, uitschakeling en herstelling;
- 3° een plan dat de installatie en de bijbehorende risicogebieden weergeeft;

4° de officiële documenten of een kopie daarvan, met inbegrip van:

- a) de certificaten van de gebruikte materialen, onderdelen en accessoires;
- b) de controlecertificaten van de installaties ;
- c) de vergunningen en machtigingen;
- d) de conformiteitverklaring;

5° de afwijkingen van de normale exploitatie zoals omschreven in het gebruikshandboek

6° gevaarlijke situaties die zich hebben voorgedaan.

Deze informatie wordt in het logboek geregistreerd zodra zij zich voordoet.

**Art. 49.** De exploitant of zijn aangestelden leggen de volgende stukken ter inzage van de dienst van de hulpverleningszone en van de toezichthoudend ambtenaar:

1° informatie met betrekking tot de kennisgevingen uitgevoerd overeenkomstig artikel 58, § 2, 2°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

2° het (de) gebruikshandboeken, het logboek en de bijwerkingen ervan bedoeld in de artikelen 47 en 48;

3° de verslagen van de bevoegde deskundige.

De exploitant of zijn aangestelden houden deze documenten ten minste op de plaats van de installatie ter beschikking.

De exploitant of zijn aangestelden leggen de door de territoriaal bevoegde brandweerdienst opgemaakte rapporten ter inzage van de dienst van de hulpverleningszone.

**Art. 50.** De exploitant houdt het in de artikelen 47 en 48 bedoelde gebruikshandboek en het logboek ter beschikking van zijn personeel.

#### HOOFDSTUK 7. — *Wijzigings- en slotbepalingen*

*Afdeling 1.* — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

**Art. 51.** Artikel 19 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2016, wordt aangevuld als volgt :

« bewoonde lokalen: lokalen die worden gebruikt als verblijfplaats of alle andere lokalen waarin personen doorgaans verblijven;

- lokalen die op de datum van de vergunning of verklaring geldig worden toegelaten: de lokalen die op de datum van toekenning van de milieuvergunning of de globale vergunning of op de datum van de verklaring in overeenstemming waren of zijn met de voorschriften die van toepassing zijn krachtens de bepalingen betreffende de ruimtelijke ordening en stedenbouw. ».

**Art. 52.** In artikel 21 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2016, wordt het tweede lid vervangen als volgt:

“In de landbouw-, bos-, groen-, natuur-, park- en recreatiegebieden alsook in de gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorziening worden de grenzen gerespecteerd binnen een omtrek van vier meter rond de bewoonde lokalen, geldig toegelaten op de datum van de vergunning of verklaring.”.

*Afdeling 2.* — Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

**Art. 53.** In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “rubriek 50.50.04.01” worden vervangen door de woorden “rubriek 50.50.04.01.01”;

2° bedoeld artikel wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt:

« Als de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op een brandstofverdeelinstallatie die bestemd is voor de bevoorrading van motorvoertuigen met gasvormige alternatieve brandstoffen, zoals bedoeld in rubriek 50.50.04.01.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, bevat ze, behalve de gegevens vereist in het formulier bedoeld in het eerste lid, de gegevens opgenomen in bijlage XXXIV bij dit besluit. ».

**Art. 54.** In artikel 30 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “rubriek 50.50.04.01” worden vervangen door de woorden “rubriek 50.50.04.01.01”;

2° bedoeld artikel wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt:

“Als de globale vergunningsaanvraag betrekking heeft op een brandstofverdeelinstallatie die bestemd is voor de bevoorrading van motorvoertuigen met gasvormige alternatieve brandstoffen, zoals bedoeld in rubriek 50.50.04.01.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, bevat ze, behalve de gegevens vereist in het formulier bedoeld in het eerste lid, de gegevens opgenomen in bijlage XXXIV bij dit besluit. ”.

**Art. 55.** In hetzelfde besluit wordt bijlage XXXIV, ingevoegd bij het besluit van de Waalse regering van 10 december 2015, vervangen door bijlage I bij dit besluit.

**Art. 56.** In hetzelfde besluit wordt een bijlage XXXVI ingevoegd die als bijlage 2 bij dit besluit is gevoegd.

*Afdeling 3.* — Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten

**Art. 57.** In bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2016, wordt de rubriek 50.50.04.01 vervangen als volgt :

«

Nummer — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Risico Bodem	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
					ZH	ZHR	ZI
50.50.04.01 Verdeelinstallatie bestemd voor de bevoorrading van de tanks van motorvoertuigen met gasvormige alternatieve gassen, met uitzondering van de bevoorradingseenheden bedoeld in rubriek 50.50.04.02. Er wordt verstaan onder : gasvormige alternatieve brandstof : een brandstof die de vloeibare brandstoffen bij gewone temperatuur en druk (0 °C en 1 atmosfeer) vervangt als energiebron voor de vervoersmiddelen. Met name: waterstof; aardgas, met inbegrip van biomethaan, in gecompriëerde gasvorm, doorgaans gecompriëerd aardgas genoemd, afgekort CNG; aardgas, met inbegrip van biomethaan, in vloeibare vorm, doorgaans vloeibaar aardgas genoemd, afgekort LNG ;vloeibaar petroleumgas, afgekort LPG; biomethaan: biogas gezuiverd om in een thermische motor gebruikt te worden; biogas : gas dat ontstaat uit het biologische rottingsproces van biomaterialen door gebrek aan zuurstof in een biomethaniseringinstallatie ;							
50.50.04.01.01.: wanneer het gaat om gecompriëerd aardgas	2			DRIGM			
50.50.04.01.02.: wanneer het gaat om vloeibaar aardgas.	2			DRIGM			
50.50.04.01.03: wanneer het gaat om vloeibaar petroleumgas	2			DRIGM			
50.50.04.01.04: wanneer het gaat om waterstof	2			DRIGM			
50.50.04.01.09.:in het geval van een gasvormige alternatieve brandstof die niet onder de rubrieken 50.50.04.01.01, 50.50.04.01.02, 50.50.04.01.03 en 50.50.04.01.04 valt	2			DRIGM			

»

*Afdeling 4.* — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 10 december 2015 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de distributie van brandstoffen bestemd om de tanks van motorvoertuigen te bevoorraden met alternatieve gasbrandstof, wanneer het gaat om gecompriëerd aardgas, en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, alsook het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

**Art. 58.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 10 december 2015 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de distributie van brandstoffen bestemd om de tanks van motorvoertuigen te bevoorraden met alternatieve gasbrandstof, wanneer het gaat om gecompriëerd aardgas, en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, alsook het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, worden de woorden "rubriek 50.50.04.01." vervangen door de woorden "rubriek 50.50.04.01.01".

**Art. 59.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel V/1, dat het artikel 18/1 omvat, luidend als volgt:

"Hoofdstuk V/1. Bepaling inzake de bevoorrading van de verdeelinstallaties van gecompriëerd aardgas door vloeibaar aardgas

Art. 18/1. § 1<sup>er</sup>. De uitrusting voor het vullen van de cryogene tank, de cryogene tank en eventuele hulpmiddelen worden geplaatst, gebruikt en gecontroleerd overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de brandstofverdeelinstallaties voor de bevoorrading van motorvoertuigen met gasvormige alternatieve brandstof, wanneer het gaat om vloeibaar aardgas en tot wijziging van verschillende besluiten van de Waalse Regering betreffende de milieuvergunning.

§ 2. De uitrustingen voor het verwarmen en comprimeren van vloeibaar aardgas tot gecompriëerd aardgas worden ontworpen, gebouwd en gebruikt overeenkomstig hoofdstuk 11 van de norm EN ISO 16924: 2016 met betrekking tot vulstations voor vloeibaar aardgasvoertuigen, LNG.

§ 3. Het aldus gecompriëerde aardgas wordt ruikbaar gemaakt voor elke distributie.

De uitrustingen voor het ruikbaar maken van aardgas worden ontworpen, gebouwd en gebruikt overeenkomstig hoofdstuk 12 van de norm EN ISO 16924: 2016 met betrekking tot vulstations voor vloeibaar aardgasvoertuigen, LNG."

## Afdeling 5. — Overgangs- en slotbepalingen

**Art. 60.** De in de artikelen 53 tot en met 58 bedoelde wijzigingen zijn van toepassing op vergunningsaanvragen die worden ingediend vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit. Voor vergunningsaanvragen die vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit zijn ingediend De vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit ingediende vergunningsaanvragen alsmede voor de desbetreffende administratieve beroepen, blijven de regels die van kracht waren op de dag van indiening van de aanvraag van toepassing.

**Art. 61.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 december 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit,  
Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,  
C. DI ANTONIO

## Bijlage 1

Bijlage XXXI bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Informatie met betrekking tot de brandstofverdeelininstallaties bestemd voor de bevoorrading van motorvoertuigen met gasvormige alternatieve brandstof, bedoeld in rubriek 50.50.04.01. van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

1° Wanneer de verdeelininstallatie voor gecompriemd aardgas wordt bevoorrad door vloeibaar aardgas, gelieve u uitsluitend aan te passen aan "Deel A" van het formulier.

2° Wanneer de verdeelininstallatie voor gecompriemd aardgas niet door vloeibaar aardgas wordt bevoorrad , gelieve u uitsluitend aan te passen aan "Deel B" van het formulier.

## Deel A

Als de capaciteit van de opslag van vloeibaar aardgas in de buffertank(s), uitgedrukt in m<sup>3</sup> water, hoger is dan 5 m<sup>3</sup>, laat de exploitant zijn vergunningsaanvraag vergezeld gaan van een risicoanalyse waarin minimum de volgende gegevens opgenomen worden :

1° een identificatie en een karakterisering van de potentiële gevaren, met name :

a) de aanwezigheid van stoffen die een ontploffing zouden kunnen veroorzaken;

b) de werking van de mogelijk gevaarlijke installaties;

c) de identificatie van de natuurlijke of elektrische risico's;

2° een uitvoerige analyse van de risico's met, voor elk verschijnsel, de gegevens betreffende de kans dat het zich voordoet, de ernst en de kinetica ervan alsook de afstanden van daarmee gepaarde effecten (overdruk en thermische radiatie) ;

3° een cartografie van de effectgebieden ;

4° een omschrijving van de preventie- en beschermingsmaatregelen m.b.t. de risico's.

## Deel B

Als de capaciteit van de opslag van gecompriemd aardgas in de buffertank(s), uitgedrukt in m<sup>3</sup> water, hoger is dan tien m<sup>3</sup>, laat de exploitant zijn vergunningsaanvraag vergezeld gaan van een risicoanalyse waarin minimum de volgende gegevens opgenomen worden :

1° een identificatie en een karakterisering van de potentiële gevaren, met name :

a) de aanwezigheid van stoffen die een ontploffing zouden kunnen veroorzaken;

b) de werking van de mogelijk gevaarlijke installaties;

c) de identificatie van de natuurlijke of elektrische risico's;

2° een grondig onderzoek van de risico's met vermelding, voor elk verschijnsel, van informatie betreffende de waarschijnlijkheid, de ernst, de kinetica alsook de verbonden gevolgen (thermische overdruk en straling);

3° een cartografie van de effectgebieden ;

4° een omschrijving van de preventie- en beschermingsmaatregelen m.b.t. de risico's.

Gezien om te worden gevoegd bij besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de brandstofverdeelininstallaties voor de bevoorrading van motorvoertuigen met gasvormige alternatieve brandstof, wanneer het gaat om vloeibaar aardgas en tot wijziging van verschillende besluiten van de Waalse Regering betreffende de milieuvergunning.

Namen, 13 december 2018

Voor de Regering :

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit,  
Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,  
C. DI ANTONIO

**Bijlage 2****Bijlage XXXVI bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning**

Informatie met betrekking tot de brandstofverdeelinstallaties bestemd voor de bevoorrading van motorvoertuigen met gasvormige alternatieve brandstof, bedoeld in rubriek 50.50.04.01.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Als de capaciteit van de opslag van vloeibaar aardgas in de buffertank(s), uitgedrukt in m<sup>3</sup> water, hoger is dan vijf m<sup>3</sup>, laat de exploitant zijn vergunningsaanvraag vergezeld gaan van een risicoanalyse waarin minimum de volgende gegevens opgenomen worden :

1° een identificatie en een karakterisering van de potentiële gevaren, met name :

a) de aanwezigheid van stoffen die een ontploffing zouden kunnen veroorzaken;

b) de werking van de mogelijk gevaarlijke installaties;

c) de identificatie van de natuurlijke of elektrische risico's;

2° een uitvoerige analyse van de risico's met, voor elk verschijnsel, de gegevens betreffende de kans dat het zich voordoet, de ernst en de kinetica ervan alsook de afstanden van daarmee gepaarde effecten (overdruk en thermische radiatie) ;

3° een cartografie van de effectgebieden ;

4° een omschrijving van de preventie- en beschermingsmaatregelen m.b.t. de risico's.

Gezien om te worden gevoegd bij besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de brandstofverdeelinstallaties voor de bevoorrading van motorvoertuigen met gasvormige alternatieve brandstof, wanneer het gaat om vloeibaar aardgas en tot wijziging van verschillende besluiten van de Waalse Regering betreffende de milieuvergunning.

Namen, 13 december 2018.

Voor de Regering:

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,  
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

---

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2019/200725]

**7 FEVRIER 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon portant diverses mesures d'exécution du Code wallon du Bien-être animal**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20 ;

Vu le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, les articles D.140, § 1<sup>er</sup>, et D.149bis, § 2, alinéa 2, et § 3, inséré par le décret du 4 octobre 2018 ;

Vu le Code wallon du Bien-être animal, les articles D.15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et § 3, D.20, § 2, D.23, alinéa 2, D.24, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, 1<sup>o</sup>, D.30, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, D.49, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et § 2, alinéa 2, D.51 et D.98, alinéas 2 et 3 ;

Vu le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement - partie réglementaire ;

Vu l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux ;

Vu l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 2013 relatif au bien-être des chevaux et des poneys pendant les kermesses ;

Vu l'arrêté royal du 25 avril 2014 relatif à l'identification et l'enregistrement des chiens ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 février 2015 réglant la composition et le fonctionnement du Conseil wallon du bien-être des animaux ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 avril 2016 déterminant les modalités liées à la saisie administrative mentionnée à l'article 42 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à l'identification et l'enregistrement des chats ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 2017 fixant les règles en matière de publicité visant la commercialisation d'espèces animales ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2018 fixant la liste des mammifères qui peuvent être détenus ;

Vu le rapport du 10 décembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 21 décembre 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;